



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 034**

Le mercredi 26 octobre 2022

---

Président : M. Kody Blois





## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 26 octobre 2022

• (1635)

[Traduction]

**Le vice-président (M. John Barlow (Foothills, PCC)):** Chers collègues, la séance du 26 octobre est ouverte. Il s'agit de la 34<sup>e</sup> réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

J'ai quelques rappels à faire pour certains de nos témoins, qui témoignent peut-être pour la première fois. La réunion d'aujourd'hui se déroule selon une formule hybride. Les délibérations seront diffusées sur le site Web de la Chambre des communes, et la diffusion Web montre toujours la personne qui parle, plutôt que l'ensemble du Comité.

Aussi, pour ceux d'entre vous qui sont ici, il est interdit de prendre des saisies d'écran. Je sais que M. Charlebois et quelques autres témoins ont déjà témoigné auparavant, donc ils devraient déjà être au courant.

Les députés et les témoins peuvent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. Des services d'interprétation vous sont offerts pour la réunion. Si l'interprétation est perdue, veuillez m'en informer immédiatement, et nous veillerons à ce que l'interprétation soit correctement rétablie avant de reprendre le travail.

Avant de prendre la parole, attendez que je vous nomme. Si vous participez par vidéoconférence, cliquez sur le micro pour désactiver le mode sourdine. Pour Mme Hucker et les autres qui sont présents dans la salle, vos micros seront allumés automatiquement. Lorsque vous avez la parole, veuillez parler lentement et clairement, dans l'intérêt de nos interprètes.

Je tiens à remercier chaleureusement nos interprètes, de tout ce qu'ils font pour nous. Je sais que quelqu'un parmi vos collègues a eu une dure journée hier, et je voudrais dire que nous sommes certainement reconnaissants de tout ce que vous faites pour nous aujourd'hui.

Je rappelle aux députés et aux témoins que les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Nous poursuivons notre étude sur l'insécurité alimentaire mondiale, et précisément sur l'insécurité alimentaire nationale. J'aimerais présenter les témoins d'aujourd'hui. M. Sylvain Charlebois, professeur et directeur du laboratoire des sciences analytiques en agroalimentaire à l'Université Dalhousie...

[Français]

**Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Un test de son a-t-il bien été fait pour chacun des témoins? Ont-ils tous l'équipement adéquat pour pouvoir s'exprimer sans que cela pose de difficultés aux interprètes?

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, madame Larouche.

[Traduction]

Il y a M. Lowe qui témoigne aujourd'hui. Il a déjà utilisé son casque d'écoute lors de témoignages antérieurs devant le Comité. La Chambre ne lui a pas fourni de casque, mais le sien a été testé, et il fonctionnait lors des réunions antérieures. Tout devrait bien aller.

Nous accueillons M. Charlebois, de l'Université Dalhousie.

Monsieur Charlebois, merci d'être venu. Nous sommes contents de vous voir.

Les représentants de l'Association canadienne des bovins sont M. Ryder Lee, directeur général, et M. Bob Lowe, ancien président. La témoin du chemin de fer Canadien Pacifique est Mme Elizabeth Hucker, vice-présidente adjointe, Ventes et marketing, Grains canadiens. Elle est ici en personne.

Jusqu'à cinq minutes seront accordées à chaque témoin pour les allocutions d'ouverture, après quoi nous procéderons à une série de questions de la part de mes collègues. Nous allons commencer par la déclaration préliminaire de M. Charlebois.

Vous avez cinq minutes. Allez-y, je vous prie.

• (1640)

**M. Sylvain Charlebois (professeur et directeur, Laboratoire des sciences analytiques en agroalimentaire, Dalhousie University, à titre personnel):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

J'aimerais remercier le Comité de m'avoir invité à nouveau, pour la neuvième fois. Au fil des ans, j'ai toujours aimé discuter avec votre Comité, et aujourd'hui, je suis accompagné de ma collègue, Mme Janet Music, qui travaille aussi au laboratoire de l'Université Dalhousie.

En ce qui a trait à la sécurité alimentaire, le Canada a toujours bien fait. L'indice mondial de la sécurité alimentaire regroupe un ensemble de composantes provenant de plus de 120 pays. Depuis 2012, l'indice repose sur quatre piliers principaux: l'accès alimentaire, la salubrité, le développement durable et l'abordabilité alimentaire. Cette année, la Finlande se classe au premier rang, suivie par l'Irlande et de la Norvège. Le Canada se positionne bien comparativement à d'autres pays du monde, puisque nous figurons au septième rang mondial, la même position que l'an dernier.

En matière d'accès alimentaire, qui mesure la production agricole, les capacités des exploitations et le risque de rupture d'approvisionnement, le Canada se situe au sixième rang. Nous produisons beaucoup et faisons partie d'une économie nord-américaine fluide, axée sur le commerce transfrontalier. Tout cela favorise un excellent accès alimentaire. Malgré tout, notre secteur de la transformation alimentaire a besoin d'aide et de soutien.

Un autre pilier s'intéresse au développement durable, à l'environnement et à l'adaptabilité climatique. Ce pilier évalue l'exposition d'un pays aux effets des changements climatiques, sa sensibilité aux risques liés aux ressources naturelles, la gestion du gaspillage alimentaire et la façon dont le pays s'adapte à ces risques. À ce chapitre, le Canada se situe au 29<sup>e</sup> rang. Le gaspillage alimentaire demeure le talon d'Achille du Canada, puisque nous gaspillons plus qu'à peu près n'importe qui sur la planète.

Le rendement du Canada est un peu inquiétant dans le domaine de l'abordabilité alimentaire. Le Canada a reculé d'une place encore une fois cette année et se situe au 25<sup>e</sup> rang mondial. L'Australie, Singapour et les Pays-Bas se retrouvent en tête de liste pour l'abordabilité. Compte tenu des ressources et de l'accès alimentaire que nous avons, le Canada devrait faire mieux.

Pour ce qui est de la salubrité et de la qualité des aliments, le Canada se retrouve au premier rang mondial, rien de moins. Le Canada devance tout le monde, même le Danemark et les États-Unis, tous deux renommés pour leurs approches proactives en matière de salubrité, même si les consommateurs l'oublient souvent.

[Français]

Notre réputation en matière de salubrité m'amène à discuter du rapport Barton, présenté il y a cinq ans. Celui-ci suggérait de libérer le potentiel de secteurs clés et désignait le secteur agroalimentaire comme l'un d'eux, mais on l'a malheureusement oublié. De plus, le rapport mentionnait l'expansion des populations dans le monde, la demande croissante de protéines en Asie et le besoin de marchés fiables comme le marché canadien. En tant que cinquième exportateur agricole au monde, le Canada peut devenir le chef de file mondial de confiance en matière d'aliments sains, nutritifs et durables au XXI<sup>e</sup> siècle. Le rapport indique d'ailleurs que le Canada a le potentiel de devenir le deuxième exportateur en importance au monde — le deuxième, dis-je bien.

Un approvisionnement alimentaire fiable, la disponibilité des ressources, la position des terres arables et de solides pôles de recherche constituent les points forts de notre secteur agroalimentaire. En outre, les occasions mondiales découlent de l'explosion de la demande des marchés émergents ainsi que des contraintes croissantes de l'offre mondiale en matière de terres, d'eau, d'énergie et d'émissions de carbone. Nos exportations agroalimentaires ont continué d'augmenter malgré les défis du secteur, pour atteindre 82 milliards de dollars en 2021 et dépasser ainsi l'objectif précédent, qui était d'augmenter les exportations agroalimentaires d'au moins 75 milliards de dollars d'ici 2025. Or, si nous avions un meilleur réseau logistique et des chaînes d'approvisionnement résilientes, nous pourrions faire encore mieux.

Le 15 novembre prochain, la population mondiale atteindra 8 milliards de personnes. Malheureusement, lorsqu'il est question de sécurité alimentaire mondiale, le Canada est à peine considéré dans les discussions, et cela doit changer.

Merci.

[Traduction]

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Charlebois.

Avant de donner la parole à notre prochain témoin, il y a quelques points d'ordre administratif que je m'en voudrais d'oublier.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Longfield qui remplacera M. Drouin pendant un moment aujourd'hui.

Bienvenue à nouveau au comité de l'agriculture. Ce n'est certainement pas la première fois que vous êtes des nôtres.

Nous accueillons aussi M. Shields, en remplacement de Mme Rood.

Bienvenue, monsieur Shields. Vous n'êtes pas un néophyte au comité de l'agriculture. Nous sommes contents de vous voir.

Mme Larouche remplace M. Perron. Bienvenue.

J'ai posé la question à quelques-uns d'entre vous avant que nous ne commencions. Nous allons probablement devoir aller voter d'ici peu. Je veux m'assurer que j'ai le consentement unanime de poursuivre la réunion lorsque la sonnerie se fera entendre pour que nous votions par l'appli. Y a-t-il des préoccupations, si nous procédons ainsi?

Personne, alors c'est ce que nous allons faire. Merci beaucoup, chers collègues. C'est aussi une très bonne chose pour les témoins.

La parole va maintenant à l'Association canadienne des bovins pour cinq minutes. Allez-y.

• (1645)

**M. Bob Lowe (ancien président, Association canadienne des bovins):** Je souhaite bonjour aux membres du Comité.

Je m'appelle Bob Lowe, et je suis l'ancien président de l'Association canadienne des bovins. Je suis aussi vice-président de la table ronde mondiale sur le bœuf durable.

Je suis ici aujourd'hui pour vous parler du rôle des producteurs de bovins dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. À cette fin, nous continuons de produire des protéines de haute qualité, durables et à densité élevée en nutriments, qui nourrissent des millions de personnes chaque année. Il y a plusieurs facteurs qui doivent être pris en considération...

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. L'interprétation ne fonctionne pas.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Je vous remercie.

[Traduction]

Monsieur Lowe, je dois vous demander de patienter un moment. Je vais arrêter le chronomètre. L'interprétation ne fonctionne pas. Je vais consulter la greffière.

Monsieur Lowe, il semble malheureusement que vous n'ayez pas le bon casque d'écoute. Le vôtre ne fonctionne pas pour l'interprétation. Je ne sais pas si M. Lee est aussi en ligne. Peut-être pourrait-on lui céder vos cinq minutes.

**M. Bob Lowe:** D'accord.

**M. Ryder Lee (directeur général, Association canadienne des bovins):** Je suis ici.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Monsieur Lee, pouvez-vous présenter la déclaration de l'Association canadienne des bovins? Malheureusement, le casque de M. Lowe ne fonctionne pas suffisamment bien pour l'interprétation.

Il vous reste tout juste un peu moins de cinq minutes. Poursuivez.

**M. Ryder Lee:** Comme cela a été mentionné, je suis ici aujourd'hui pour vous parler du rôle des producteurs de bovins dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. À cette fin, nous continuons de produire des protéines de haute qualité, durables et à densité élevée en nutriments, qui nourrissent des millions de personnes chaque année.

Il y a plusieurs facteurs qui doivent être pris en considération lorsqu'il est question de la sécurité alimentaire mondiale. J'aborderai notamment les facteurs liés au commerce, à la main-d'œuvre et à la durabilité.

Le commerce est un facteur important pour la sécurité alimentaire, puisque cela permet d'accroître l'utilisation et les choix des consommateurs et ainsi d'accroître les options alimentaires chez nous et à l'étranger. En 2021, pour une sixième année consécutive, la valeur de nos exportations a atteint des sommets. Le Canada a produit 181 000 tonnes de bovins et 1 381 000 tonnes de bœuf, dont 50 % sont destinées à l'exportation. Il s'agit d'une augmentation de 3,8 % en comparaison du volume en 2020.

Le Canada exporte des coupes qui ne sont pas utilisées ou achetées dans le marché intérieur pour obtenir un prix plus élevé. Ensuite, nous importons les coupes qui sont en forte demande ici, mais que le Canada ne produit pas en quantités suffisantes. Au Canada, nous importons environ 20 % du bœuf consommé annuellement. Essentiellement, les échanges commerciaux nous permettent de réduire les pertes alimentaires et de répondre aux besoins des consommateurs du Canada et du monde entier.

Nous exportons du bœuf vers de grandes régions du monde, en raison de la demande. Malgré l'accroissement de la demande en protéines, nous sommes aux prises avec des menaces qui nuisent à notre capacité de production, par exemple le manque chronique de main-d'œuvre. Le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture élabore présentement un plan stratégique à long terme pour atténuer les problèmes dus au manque chronique de main-d'œuvre dans l'industrie, et l'industrie du bœuf participe au processus. Nous avons bon espoir que le plan produira une stratégie pour tous les intervenants, y compris le gouvernement, afin de soutenir le système de production alimentaire canadien.

Les producteurs de bœuf canadiens sont bien placés pour répondre à la demande mondiale en protéines, puisque nous sommes des chefs de file à l'échelle mondiale pour ce qui est des pratiques de production durable. Même si les méthodes de production sont différentes selon la région et le terrain, nous avons le même objectif: contribuer à l'économie et à la production alimentaire du Canada tout en conservant et en protégeant l'environnement au Canada. Notre industrie reconnaît que la crise de la sécurité alimentaire est indissociable de celle des changements climatiques, étant donné que les mesures prises pour l'une auront une incidence sur la façon dont nous pouvons réagir à l'autre.

L'industrie canadienne du bœuf prend au sérieux sa responsabilité de produire du bœuf de façon durable. Nos émissions de gaz à effet de serre sont parmi les plus faibles de l'industrie du bœuf au monde, et nous avons établi des cibles ambitieuses pour réduire l'intensité des émissions produites par le bœuf canadien de 33 %

d'ici 2030. Nos objectifs d'ici 2030 nous permettront d'atteindre et même de dépasser la cible absolue du gouvernement.

Je souligne que les objectifs prévus dans la stratégie pour le bœuf d'ici 2030 ciblent l'intensité des émissions. Cela veut dire que nous améliorons notre efficacité, peu importe la quantité de bovins élevés ou la quantité produite. En tant qu'industrie, nous contribuons à la lutte contre la crise de la sécurité alimentaire en répondant à la demande mondiale de bœuf en utilisant l'option la plus durable. Voilà comment nous luttons contre la crise de la sécurité alimentaire. Si la production bovine du Canada est réduite, le monde se tournera peut-être vers d'autres nations qui produisent du bœuf d'une façon moins respectueuse de l'environnement. Le monde a besoin de plus de produits alimentaires respectueux de l'environnement, pas moins, et le Canada possède un avantage concurrentiel pour ce qui est de produire du bœuf de haute qualité de façon durable.

La sécurité alimentaire mondiale est un enjeu complexe, où beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte, mais nous pouvons dire avec certitude que les producteurs de bœuf canadiens font partie de la solution. En tant que producteurs, nous avons ce genre de discussion à l'échelon national et à l'échelon international, grâce à certaines plateformes comme la table ronde mondiale sur le bœuf durable. Nous allons participer prochainement à la COP27 en Égypte, et aussi à la conférence sur la biodiversité, la COP15, à Montréal.

Nous avons besoin que le gouvernement travaille avec nous pour atteindre nos buts, et qu'il parle avec fierté de la production bovine ici au Canada. Le monde a besoin de plus de protéines très nutritives, et le monde a besoin d'une plus grande quantité de bœuf canadien.

Merci de nous avoir invités. Nous sommes impatients de discuter avec vous aujourd'hui.

• (1650)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup. Merci d'avoir présenté votre exposé, et d'avoir été un peu flexible avec nous.

La parole va maintenant à Mme Hucker, pour cinq minutes. Allez-y.

**Mme Elizabeth Hucker (vice-présidente adjointe, Ventes et marketing, Grains canadiens, Chemin de fer Canadien Pacifique):** Merci, monsieur le président, et bonjour.

Je suis Elizabeth Hucker, vice-présidente adjointe, Ventes et marketing, Grains canadiens de Chemin de fer Canadien Pacifique. Je vous remercie de l'occasion que vous m'offrez de vous faire part du point de vue du CP aujourd'hui.

Votre étude sur l'insécurité alimentaire mondiale tombe à un moment opportun. Nous savons que le monde se tourne maintenant, plus que jamais, vers le Canada pour assurer la sécurité alimentaire. La guerre que la Russie mène contre l'Ukraine et l'incertitude géopolitique croissante dans de nombreuses régions du monde met en relief la nécessité de faire en sorte que davantage de grains et de produits céréaliers canadiens atteignent les marchés mondiaux.

Le CP a pris de fermes engagements de livrer les grains à nos clients 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Les grains représentent le secteur d'activité le plus rentable du CP, et c'est pourquoi nous déployons constamment des efforts pour accroître nos activités liées au transport du grain en offrant aux clients le service de transport le plus compétitif et en favorisant les gains d'efficacité tout le long de la chaîne d'approvisionnement du grain. D'importantes dépenses en immobilisations de la part du CP et de nos clients ainsi que des innovations impressionnantes dans la chaîne d'approvisionnement du grain continuent d'accroître la sécurité, la capacité, l'efficacité, la résilience et le rendement de la chaîne d'approvisionnement du grain canadien.

Le CP a connu un début d'année céréalière extrêmement fort. Cette année, contrairement à une année typique, nous sommes pour ainsi dire passés directement en quatrième vitesse, étant donné que nous avons transporté très peu de grains par chemin de fer durant les mois d'été qui ont précédé la récolte de cette année. Puis, la récolte a commencé plus tôt que l'industrie ne s'y attendait ou n'avait prévu, grâce au temps clémente de la deuxième moitié du mois d'août. Nous avons agi rapidement pour mobiliser les wagons, les locomotives et le personnel plus tôt que nos clients ne l'avaient prévu. Nous avons mis en place de nombreux wagons au cours des trois dernières semaines de septembre en comparaison de la même période les années précédentes, et nous avons transporté plus de grains vers les ports pour être déchargés que jamais durant ces trois mêmes semaines. Puis, durant la première semaine d'octobre, nous avons mis en place plus de wagons-trémies couverts vides que jamais durant toute notre histoire, et nous avons encore une fois brisé ce record la semaine dernière.

Le CP a l'intention de soutenir ce fort rythme initial pour continuer de livrer la marchandise à nos clients. Notre chemin de fer a la capacité, autant en ce qui concerne l'équipe que le matériel roulant, de livrer la récolte de cette année de façon sécuritaire et efficace. Conformément à nos engagements dans notre plan sur le grain, le CP prévoit d'envoyer 6 000 wagons-trémies chaque semaine pendant que le port de Thunder Bay est ouvert, sous réserve de la demande sur le marché.

Le plan opérationnel du CP est calibré en fonction de la capacité disponible dans toute la chaîne d'approvisionnement. Nos prévisions supposent que l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement y compris la partie critique de Vancouver, fonctionnera à pleine capacité ou presque durant toute la campagne agricole. Les mesures prises par les partenaires de la chaîne d'approvisionnement, nos clients, les exploitants de silos portuaires et les autres chemins de fer qui assurent le transport sur le dernier kilomètre peuvent, dans certains cas, avoir des répercussions profondes sur le volume global.

Pour optimiser la chaîne d'approvisionnement du grain, le Canada doit améliorer la capacité de chargement des grains dans les navires à Vancouver pendant la saison des pluies. Chaque année, il y a de longues périodes où nous perdons la capacité d'expédition à Vancouver, parce que les syndicats préfèrent attendre le beau temps pour charger le grain dans les navires, et ce, même s'il existe des solutions pour charger les grains en toute sécurité. Ces solutions ont été mises en œuvre dans le passé et sont utilisées dans d'autres régions du monde.

L'incapacité de charger les navires sans interruption à cause de la météo se répercute dans toute la chaîne d'approvisionnement, y compris non seulement les navires et les silos à grain, mais aussi les

chemins de fer, les entreprises céréalières et nos agriculteurs. Lorsque le chargement des navires est retardé, cela retarde inévitablement l'ensemble du système, puisque les trains-blocs transportant le grain à destination de Vancouver doivent être retenus à des installations terminales intérieures ou dans le réseau ferroviaire.

Cette contrainte touchant l'ensemble de la capacité du réseau mine le rendement de toute la chaîne d'approvisionnement du grain. Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle constructif en réunissant tous les intervenants, y compris les syndicats, afin de trouver une solution raisonnable et pragmatique pour régler le problème, tout en respectant des normes de sécurité élevées.

Cette année, le CP va compléter son investissement de 500 millions de dollars pour l'achat de nouveaux wagons-trémies de grande capacité. Au total, le CP possédera ou louera plus de 73 nouveaux wagons-trémies de grande capacité pour nos activités. Combinés à notre nouveau modèle de train de 8 500 pieds à haute efficacité, les nouveaux wagons-trémies de grande capacité sont capables de transporter plus de 40 % de grains de plus par train.

Enfin, pour le premier trimestre de l'année prochaine, le CP prévoit obtenir l'autorisation réglementaire du Surface Transportation Board des États-Unis pour fusionner avec Kansas City Southern et devenir le Canadien Pacifique-Kansas City, la première ligne de chemin de fer unique reliant facilement le Canada, les États-Unis et le Mexique. Sous réserve de l'autorisation réglementaire pour les expéditeurs dans toute l'Amérique du Nord, cela permettra d'accroître la concurrence et les itinéraires proposés aux expéditeurs dans tous ces pays.

• (1655)

Le réseau qui est proposé représente une occasion transformative pour les expéditeurs de grain canadiens, puisqu'il reliera directement, les nombreux points de départ de production desservis par le CP dans les Prairies canadiennes à de nouvelles destinations d'exportation aux États-Unis et au Mexique.

Sur ce, monsieur le président, je suis prête à répondre à toutes les questions du Comité.

Merci.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, madame Hucker. Merci de votre témoignage.

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Comité pour leurs questions. Nous commençons par les conservateurs. Monsieur Lehoux, vous avez six minutes.

[Français]

**M. Richard Lehoux (Beauce, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres cet après-midi. Mes premières questions s'adresseront à M. Charlebois.

Vous avez parlé du gaspillage alimentaire. Selon vous, c'est un facteur important et nous devrions être beaucoup plus efficaces.

On parle de sécurité alimentaire mondiale, mais il faut d'abord penser à se nourrir comme il faut ici, au Canada. Actuellement, il y a beaucoup de banques alimentaires au Canada. La semaine dernière encore, j'ai eu la chance de discuter avec plusieurs personnes au sein de banques alimentaires.

Comment pourrait-on mieux distribuer les aliments pour aider les banques alimentaires canadiennes?

**M. Sylvain Charlebois:** Je vous remercie de la question. Cela me permet de préciser que je siège au conseil d'administration de l'organisme Deuxième Récolte, à Toronto. Je crois que la directrice générale de l'organisme, Mme Lori Nikkel, va témoigner devant le Comité au cours de la prochaine heure, alors ce serait une bonne question à lui poser.

Deuxième Récolte est un modèle de récupération alimentaire à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement. Le rôle de Deuxième Récolte est de récupérer le plus de nourriture possible.

Durant la pandémie de la COVID-19, il y a eu plus de gaspillage que d'habitude. On n'a pas vraiment parlé de cela ou pris de mesures à cet égard, mais nous croyons qu'il y a eu plus de gaspillage en raison de l'inefficacité des chaînes d'approvisionnement. Il va falloir accentuer les efforts pour soutenir les mécanismes comme celui de Deuxième Récolte afin de récupérer le plus de nourriture possible, de la ferme jusqu'à l'épicerie. Les entreprises comme Loblaw et Sobeys sont déjà assez généreuses. Il faudrait peut-être...

**M. Richard Lehoux:** Je m'excuse de vous interrompre, monsieur Charlebois, mais les gens des banques alimentaires m'ont dit que, depuis six mois, elles recevaient beaucoup moins de produits en provenance des grandes chaînes d'alimentation. Les banques alimentaires sont donc obligées d'acheter des produits qui leur étaient fournis auparavant. Cela veut peut-être dire que les grandes chaînes ont un rôle important à jouer.

**M. Sylvain Charlebois:** Les grandes chaînes ont moins de produits à donner parce que les gens font plus attention en matière d'aliments. Maintenant, les gens achètent davantage leurs aliments à la dernière minute. Il se vend de plus de plus de produits dont la date de péremption est dépassée. C'est parce que le coût des aliments augmente. C'est pour cela qu'il y a moins de produits qui se rendent aux banques alimentaires.

J'en reviens à l'organisme Deuxième Récolte. Selon son mode de fonctionnement, il récupère des aliments dans toute la chaîne d'approvisionnement. C'est donc, à mon avis, un modèle pertinent.

**M. Richard Lehoux:** Merci, monsieur Charlebois. La question pourra être posée à Mme Nikkel tout à l'heure.

Vous avez soulevé également toute la question importante de la transformation. On a un problème de taille. En effet, beaucoup de transformateurs que je connais bien, dans ma région, ont présentement des problèmes de main-d'œuvre. Par conséquent, les capacités d'abattage de plusieurs de ces usines s'en trouvent réduites, ce qui a des répercussions sur la première, la deuxième et la troisième transformation.

Quelle recommandation feriez-vous au gouvernement pour améliorer la situation? Doit-on décentraliser un peu plus l'abattage ainsi que la deuxième et la troisième transformation?

• (1700)

**M. Sylvain Charlebois:** Pour ce qui est de l'abattage, il y a assurément un problème, non seulement au Québec, mais partout au Canada. Il va falloir le reconnaître et que cela se traduise par de la réglementation et du soutien, mais surtout par des mesures concernant l'accès au marché. Je sais qu'il y a beaucoup de discussions au sujet du code de pratique entre les acheteurs — donc les détaillants —, les distributeurs et les transformateurs. C'est ce qui manque au Canada, à mon avis.

En adoptant des règlements plus éthiques et plus équitables pour les transformateurs, on donnerait aux petits abattoirs une chance de survivre. Pour le moment, il leur est pratiquement impossible de faire face à la concurrence.

**M. Richard Lehoux:** J'aimerais aborder le sujet sous un autre angle.

Vous avez parlé de salubrité, tout à l'heure. Vous avez dit que nous nous classions parmi les premiers à l'échelle mondiale pour ce qui est de l'exportation de nos produits. Le Canada est en effet un pays exportateur, mais il importe aussi des produits d'autres pays.

À votre avis, pouvons-nous nous assurer que les produits qui entrent chez nous respectent les mêmes normes que celles imposées aux producteurs canadiens?

**M. Sylvain Charlebois:** Des efforts supplémentaires devraient être faits en ce sens. Pour ma part, je fais confiance à l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Je crois que le Canada est un modèle en matière de salubrité. À plusieurs reprises, on a comparé la performance du Canada à celle d'autres pays. J'imagine que vous suggérez une homologation des normes. C'est relativement facile à réaliser en Amérique du Nord, mais moins facile à l'échelle mondiale. Or, il faut reconnaître que le Canada fait beaucoup de commerce avec le reste du monde.

Le département américain de l'Agriculture et le Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques ont de plus en plus recours à l'évaluation des risques en territoire étranger et, selon moi, on devrait encourager l'Agence canadienne d'inspection des aliments à en faire de même. Il ne s'agit pas de réglementer, mais bien de surveiller les risques à l'extérieur du pays.

**M. Richard Lehoux:** Justement, ma prochaine question allait dans cette direction.

À l'heure actuelle, l'Agence canadienne d'inspection des aliments dispose-t-elle des ressources nécessaires? Nous avons posé des questions à de nombreuses personnes, et il y aurait des lacunes de ce côté, semble-t-il.

Quel est votre point de vue là-dessus, monsieur Charlebois?

**M. Sylvain Charlebois:** Je reconnais que ces lacunes existent et qu'il y a du travail à faire à cet égard.

Comme je viens de le mentionner, nous pourrions regarder ce qui se fait du côté du département américain de l'Agriculture. J'ai passé six mois aux États-Unis, l'hiver dernier, alors j'ai pu y constater les pratiques. De façon proactive, on évalue sur place les risques à l'étranger, pour s'assurer que les pratiques sont acceptables pour les citoyens américains. Nous devrions faire la même chose au Canada.

**M. Richard Lehoux:** Après le début de la guerre en Ukraine, certaines politiques ont été mises en place, notamment une surtaxe sur les engrais. Croyez-vous que cela a contribué de façon importante à l'augmentation du prix des aliments au Canada?

**M. Sylvain Charlebois:** Je peux comprendre l'aspect géopolitique de la décision, mais je crois que c'était une erreur. À vrai dire, cela pénalise nos producteurs et, ce faisant, on compromet la sécurité alimentaire de notre pays, de même que celle d'autres pays.

**M. Richard Lehoux:** Merci beaucoup.

[Traduction]

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, monsieur Charlebois.

[Français]

Merci, monsieur Lehoux.

[Traduction]

La parole va à M. Louis pour six minutes. Allez-y.

**M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.):** J'étais fasciné par la discussion, et j'ai oublié que j'étais le suivant. Merci à tous les témoins d'être ici.

Peut-être que je pourrais poursuivre la discussion avec M. Charlebois.

Vous avez parlé de l'indice mondial de la sécurité alimentaire et du fait que le Canada devrait être très fier de son accessibilité, de sa salubrité et de son abordabilité alimentaires. Ensuite, vous avez dit que nous devons nous améliorer en ce qui concerne le développement durable, surtout en matière de gaspillage alimentaire. J'espérais que nous puissions nous concentrer là-dessus, parce que c'est justement le travail du Comité, de collaborer pour cerner ce qui peut être amélioré.

J'aimerais que nous parlions de la façon d'intégrer des gains d'efficacité dans les usines de transformation alimentaire du Canada. Vous avez dit que nous pouvons nous améliorer, à ce chapitre. Vous avez parlé de prévenir le gaspillage alimentaire, parce que la prévention est vraiment la meilleure façon d'être efficient.

Je crois que le gaspillage alimentaire représente environ 49 milliards de dollars au Canada chaque année. Présentement, l'une de nos principales solutions est de réacheminer la nourriture gaspillée aux dépotoirs. Le problème, c'est que cela reste du gaspillage alimentaire, et on se trompe peut-être en utilisant une cible de réacheminement. Au lieu de mesurer la quantité de déchets recyclés, nous devrions mesurer la quantité de nourriture économisée, encore une fois grâce aux gains d'efficacité qui sont intégrés.

Par exemple, dans ma circonscription de Kitchener—Conestoga, il y a la société Conestoga Meat Packers, qui a pris des mesures pour réduire d'environ 40 et 20 % sa consommation en énergie et en eau respectivement. En moyenne, les entreprises récupèrent le capital investi en un an.

Pouvez-vous nous parler de certains programmes et pratiques exemplaires que les entreprises de transformation alimentaire peuvent mettre en œuvre pour délaissier la cible de réacheminement et pour économiser plutôt les aliments?

• (1705)

**M. Sylvain Charlebois:** Je pense que nous devrions miser sur les récompenses et le mérite, plutôt que de tarifier et de pénaliser certains comportements. Je pense que le Comité comprend la nature du monde agroalimentaire. Tout est une question de gros volume et de marges faibles. Dès qu'il est question de tarification ou de sanctions, cela met beaucoup de personnes sur la défensive. Il est important de récompenser les comportements.

J'ai vu Ottawa lancer divers programmes au cours des dernières années qui sont excellents pour contrer le gaspillage alimentaire, mais en ce qui concerne la transformation, je pense que nous devons en faire plus. Le secteur souffre, simplement parce qu'il est difficile de rester compétitif.

Une chose que nous pouvons faire avec les aliments, bien entendu, c'est les utiliser à d'autres fins. On pourrait prendre d'autres secteurs, comme l'énergie, par exemple, pour voir s'il serait possible ou

non de transformer une partie des déchets en énergie, comme du biogaz ou d'autres choses du genre. Il y a de telles initiatives au Québec, dans l'Est. Nous devons encourager ce genre de décisions, selon moi.

**M. Tim Louis:** Le gaspillage alimentaire, c'est quelque chose qu'on peut mesurer. Y a-t-il une façon de mesurer la réduction, mis à part en calculant la baisse de la facture énergétique?

Il y a des centrales alimentées à la biomasse dans ma circonscription. Est-ce quelque chose qu'on peut régler à la source, pour être plus efficient?

**M. Sylvain Charlebois:** On peut mesurer cela, tout à fait. On le mesurait dans le passé. Notre laboratoire a participé à certains projets d'entreprise sur le gaspillage alimentaire. Le gaspillage alimentaire est toujours, d'une certaine façon, un sujet tabou dans le secteur privé, mais en même temps, s'il y avait des récompenses, de la reconnaissance et des économies, comme nous sommes en train d'en discuter, je pense que cela les motiverait, jusqu'à un certain point, effectivement.

**M. Tim Louis:** Excellent. Merci. Je comprends.

Je vais m'adresser à Mme Hucker. Merci d'être ici.

Vous avez parlé, rapidement, d'un réseau proposé reliant les États-Unis et le Mexique. Pouvez-vous nous en dire davantage? J'estime ne pas en avoir entendu assez sur ce plan ferroviaire.

**Mme Elizabeth Hucker:** Bien sûr.

Nous en sommes aux dernières étapes de l'acquisition du réseau Kansas City Southern, aux États-Unis. Cela a été soumis au Surface Transportation Board des États-Unis pour son approbation finale, et nous nous attendons à l'obtenir au cours du premier trimestre de l'année prochaine.

Le réseau va relier celui du CP, qui s'étend actuellement aussi loin au sud que Kansas City. C'est à cet endroit que nous sommes reliés aujourd'hui. Leur réseau aux États-Unis s'étend jusqu'à la côte du Golfe du Mexique, et aussi au Texas et en Louisiane. Il contient aussi une partie qu'on appelle KCSM — c'est la partie que nous allons acquérir —, qui s'étend loin au sud jusqu'au Mexique, et même jusqu'à Monterrey et Mexico, et il a même accès à Lázaro Cárdenas, un port sur la côte Ouest qui a une capacité de conteneurisation et qui est aussi une partie importante de nos activités intermodales.

Les producteurs canadiens auront accès à divers nouveaux marchés, majoritairement au Mexique, où il y a une forte demande pour le blé ou le maïs produit au Canada. Mon équipe et moi-même tenons des discussions avec nos clients en ce moment même sur les possibilités qui découleront de l'approbation du STB, et les clients trouvent ces possibilités très intéressantes, et pas seulement au Mexique, mais aussi par rapport aux nouveaux marchés des produits alimentaires pour poulet, par exemple, dans toute la Louisiane et ailleurs, auxquels Kansas City Southern a accès aujourd'hui.

**M. Tim Louis:** Merci.

Il me reste environ une minute, mais je voulais dire que ce chemin de fer est crucial pour le transport de l'engrais canadien. Environ 75 % de l'engrais est transporté par train. Serait-il possible de faire parvenir davantage d'engrais canadiens à nos agriculteurs? Est-ce une solution sur laquelle nous pourrions travailler? De quoi a-t-on besoin pour accroître l'approvisionnement intérieur en engrais et pour livrer le produit?

**Mme Elizabeth Hucker:** Malheureusement, ma spécialité est le grain canadien, mais je serai heureuse de poser votre question à mon équipe plus tard et de faire parvenir la réponse au Comité.

**M. Tim Louis:** Si vous pouviez nous faire parvenir une réponse... Nous réalisons plusieurs études en même temps.

Avec les 30 secondes qu'il me reste, je vais me contenter de remercier les témoins.

Merci.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, monsieur Louis.

La parole va maintenant à Mme Larouche, pour six minutes. Allez-y.

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui pour nous parler de cette importante question qu'est l'insécurité alimentaire mondiale. J'arrive d'une conférence de l'Union interparlementaire à Kigali, au Rwanda, où ce sujet a été très discuté. Nous avons parlé des liens entre les changements climatiques, les conflits mondiaux et l'insécurité alimentaire.

Ma première question s'adresse à M. Charlebois.

Puisque l'un de vos champs d'expertise est la distribution alimentaire, avez-vous eu des échos quant à l'état actuel du secteur des transports en ce qui a trait aux chaînes d'approvisionnement du secteur agroalimentaire?

• (1710)

**M. Sylvain Charlebois:** Parlez-vous du Canada en particulier ou de la situation mondiale?

**Mme Andréanne Larouche:** Je parle du Canada en particulier. Les choses se sont-elles améliorées ou ont-elles empiré?

**M. Sylvain Charlebois:** La situation est à peu près la même.

Nous avons participé au Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement, qui a été coprésidé par M. Jean Gattuso. Nous avons eu la chance de participer à l'élaboration de son rapport, qui a été présenté il y a quelques semaines. Je l'ai lu et j'ai été agréablement surpris. Il contient plusieurs recommandations qui valent la peine d'être considérées.

C'est un peu le statu quo, au Canada, concernant la logistique. On ne la valorise pas suffisamment. On devrait créer un bureau stratégique pour la logistique au Canada, afin de s'assurer que l'ensemble des gouvernements, c'est-à-dire le fédéral, les provinces et les municipalités, travaillent ensemble. Il n'y a pas de coordination politique et gouvernementale actuellement, au Canada, et c'est ce qui manque grandement.

**Mme Andréanne Larouche:** On a beaucoup entendu parler, dans l'actualité, du prix des conteneurs et de la pression que cela avait exercée sur les exportateurs. Cela a également eu un effet sur le prix des aliments.

Le prix des conteneurs a-t-il diminué ou augmenté au cours des derniers mois?

**M. Sylvain Charlebois:** C'est une bonne question.

Le prix des conteneurs a beaucoup diminué. Je vous donne un exemple concret. Au port de Los Angeles, qui est le plus gros port de conteneurs en Amérique du Nord, il y avait 109 navires qui attendaient d'y laisser leur cargaison, en janvier. Nous sommes rendus en octobre, et cette semaine il n'y en avait plus que quatre. Il y a donc beaucoup moins de retards. La situation des conteneurs s'est nettement améliorée, même si ce n'est pas parfait.

**Mme Andréanne Larouche:** Dans un autre ordre d'idées, monsieur Charlebois, j'aimerais parler des normes élevées du gouvernement fédéral.

Comment pourrions-nous nous assurer de maintenir nos normes élevées sur le marché international tout en permettant à nos producteurs de rester compétitifs? La traçabilité fait-elle partie de la solution?

**M. Sylvain Charlebois:** En matière de salubrité alimentaire, nous sommes performants. Cependant, vous faites bien de soulever la question de la traçabilité, puisque c'est ce qui manque, au Canada, pour démontrer hors de tout doute que la qualité des aliments que nous avons ici est excellente. Cela fait 20 ans que je travaille sur la traçabilité, et nous avons encore beaucoup de travail à faire. La raison principale est que les maillons de la chaîne ne travaillent pas suffisamment ensemble. Si nous coordonnions nos efforts au sein de la chaîne, nous serions en mesure de vendre nos produits à l'international beaucoup plus facilement.

**Mme Andréanne Larouche:** Merci beaucoup, monsieur Charlebois.

Pour terminer mon tour de parole, je vais poser une question à M. Lee, de l'Association canadienne des bovins. Elle a été posée à M. Charlebois, mais j'aimerais la poser aussi à M. Lee.

Évidemment, lorsqu'on parle d'insécurité alimentaire mondiale, on parle aussi de la chaîne d'approvisionnement et de la transformation. Chez moi, dans Shefford, il y a un projet de petit abattoir.

Étant donné que les grands abattoirs se trouvent parfois à plusieurs centaines de kilomètres des fermes où le bétail est élevé, pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait encourager la construction et le maintien en activité d'abattoirs locaux? Cela pourrait-il permettre une plus grande résilience alimentaire?

[Traduction]

**M. Ryder Lee:** Il y a beaucoup de facteurs à prendre en considération au moment de décider où construire un abattoir. Par exemple, l'endroit où se trouvent les animaux et s'il y a un approvisionnement. Je ne sais pas si le gouvernement pourrait tirer de meilleures conclusions que les gens qui investissent leur argent dans la construction. Nous pensons qu'en nous assurant que nos systèmes réglementaires... Présentement, nous avons certaines règles qui sont toujours en place depuis la crise de la maladie de la vache folle et qui rendent pratiquement impossible d'accroître la capacité d'abat-tage en construisant des installations de ce côté-ci de la frontière, tant que notre réglementation ne sera pas en harmonie avec celle des États-Unis. C'est donc la première chose que nous devons régler, avant de passer à autre chose.

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Ce serait donc une première étape à franchir pour aider la production de petits abattoirs. Que pourrions-nous faire, par la suite?

• (1715)

[Traduction]

**M. Sylvain Charlebois:** Nous regardons la taille du troupeau, notre compétitivité locale et l'environnement réglementaire pour que l'endroit soit le mieux adapté à nos besoins. Une partie des considérations concerne l'approvisionnement en bétail, que nous cherchons à rétablir. Il y a toutes sortes de facteurs qui entrent en ligne de compte.

Je ne connais pas bien votre région, mais si vous avez un abattoir, la possibilité d'en ouvrir un autre à proximité dépendra vraiment du bétail disponible. Nous avons aussi parlé un peu de l'accès au marché, de la main-d'œuvre et des gens qui travaillent là-bas.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Lee. Je comprends.

[Français]

Merci, madame Larouche.

[Traduction]

La parole va à M. MacGregor, pour six minutes. Allez-y.

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins d'aider le Comité à s'orienter dans le cadre de cette étude.

Monsieur Charlebois, j'aimerais m'adresser d'abord à vous.

Quand vous avez parlé de développement durable, vous avez pris soin de mentionner notre vulnérabilité aux changements climatiques. Il s'agit certainement d'un thème qui revient souvent, et constamment, dans de nombreuses études. Je me demandais si vous pouviez peut-être approfondir un peu la question pour notre Comité. Plus précisément, j'ai l'impression que nos agriculteurs font un travail extraordinaire. Ils dépassent nos cibles d'exportation. De nombreux secteurs se portent très bien.

Je sais que nous mettons énormément de pression sur nos agriculteurs pour qu'ils respectent les cibles, et ils sont à la hauteur du défi, mais en même temps, ils doivent aussi mener un combat d'arrière-garde contre les événements climatiques. Nous savons que beaucoup de composantes de notre infrastructure sont vulnérables de façon très critique. Je n'ai qu'à regarder ce qui s'est passé dans ma propre province, en novembre dernier.

Avez-vous quoi que ce soit à ajouter dans ce contexte, par rapport au thème de la sécurité alimentaire, quant aux mesures que le gouvernement canadien doit prendre pour atténuer notre vulnérabilité aux changements climatiques, afin d'aider nos agriculteurs dans leur combat d'arrière-garde?

**M. Sylvain Charlebois:** Merci de la question. C'est une question excellente, et aussi importante. Je vais essayer d'être aussi concis que possible, mais je pense que c'est un problème complexe.

Ce que j'ai constaté, au cours des années, c'est que l'approche pour lutter contre les effets des changements climatiques est très fragmentaire. Je pense que nous devons accepter le fait que les risques changent — ils ne disparaissent pas vraiment — à cause des changements climatiques.

Nous parlons souvent de la résilience de la chaîne d'approvisionnement ou de la résilience en général. Je pense que nous devons l'accepter, et admettre le fait que des problèmes vont toujours sur-

venir. Une façon de réagir serait donc bien sûr de construire de meilleures infrastructures et de soutenir nos agriculteurs et nos transformateurs du mieux que nous le pouvons et autant que possible lorsque les risques changent. Il va toujours y avoir quelque chose pour perturber les activités, la saison de croissance ou n'importe quoi d'autre dans le secteur agroalimentaire.

**M. Alistair MacGregor:** Merci.

Au sujet de la vulnérabilité de l'infrastructure, j'aimerais m'adresser à la représentante du Canadien Pacifique.

Vous savez évidemment très bien ce qui s'est passé en Colombie-Britannique, lorsque notre port le plus occupé, à Vancouver, s'est retrouvé coupé du reste du pays.

Je suis sûr que le Chemin de fer Canadien Pacifique a énormément d'activités d'un océan à l'autre. Vous examinez votre propre infrastructure ferroviaire pour déceler quels liens sont vulnérables à d'éventuelles catastrophes climatiques, comme des feux incontrôlés ou des inondations. Dans quelle mesure avez-vous réussi à cerner les maillons faibles de votre infrastructure ferroviaire, et qu'est-ce que le CP fait, dans le cadre d'une stratégie à long terme, pour régler cela?

Qu'aimeriez-vous que le gouvernement fédéral fasse pour vous aider, afin que notre infrastructure ferroviaire soit résiliente face aux catastrophes climatiques?

**Mme Elizabeth Hucker:** Nous élaborons et mettons à exécution chaque année un plan d'entretien du réseau. Je pense que cela représente près de 20 % de nos revenus annuels, réinvestis dans les immobilisations de notre entreprise, par exemple l'infrastructure, la TI ou quelque chose d'autre. Cela contribue énormément à la résilience de toute notre chaîne d'approvisionnement.

Quand nous examinons l'ensemble du réseau pour voir là où il pourrait y avoir des problèmes, nous mettons habituellement surtout l'accent sur les événements historiques, et les endroits associés aux événements historiques. Par exemple, il y a habituellement des inondations annuelles à la rivière Rouge, au Manitoba. Nous avons mis en place des plans proactifs pour gérer la situation, d'une manière tant réactive que proactive. Par exemple, d'un bout à l'autre du Manitoba et de l'Ontario, nous avons surélevé les rails pour éviter de perdre la voie ferrée en cas d'inondation. À dire vrai, nous avons même pu maintenir le service cette année dans ce corridor, même s'il y a eu, dans l'ensemble, d'importantes inondations.

Nous poursuivons nos efforts annuels pour examiner globalement l'ensemble de notre réseau. Nous investissons beaucoup d'efforts et beaucoup de capitaux pour entretenir notre réseau et pour renforcer la résilience du chemin de fer et du ballast qui s'y trouve.

• (1720)

**M. Alistair MacGregor:** Merci.

J'ai une dernière question pour M. Lee, puisque vous avez pris le relais de l'exposé.

Vous avez mentionné la main-d'œuvre, mais malgré tout, vous avez dit que vous brisez des records en matière d'exportation. Je félicite le secteur du bœuf d'avoir été à la hauteur de la tâche et d'avoir vraiment atteint la cible.

Bien entendu, vous avez l'Association canadienne des bovins, les parcs d'engraissement et les transformateurs. Par rapport aux problèmes de main-d'œuvre dans la chaîne d'approvisionnement du bœuf, où le gouvernement fédéral doit-il intervenir en particulier pour réduire le problème?

Vous pouvez prendre quelques instants pour approfondir votre déclaration préliminaire.

**M. Ryder Lee:** Il y a une pénurie de main-d'œuvre partout, dans les exploitations agricoles où les veaux naissent, jusque dans les épiceries. Nous avons de la difficulté à embaucher des gens, surtout dans les régions rurales du Canada. Souvent, nous n'obtenons même pas de demandes d'emploi pour des emplois bien rémunérés, qui offrent en plus le logement, le transport et une qualité de vie qui, selon moi, est enviable.

Comme je l'ai dit, il y a un problème au niveau des exploitations de naissance et des parcs d'engraissement. Peu importe le type de production, quand vous atteignez un certain stade où le travail dépasse ce qu'une seule famille peut faire et que vous devez embaucher quelqu'un, c'est difficile de même recevoir des demandes d'emploi. Nous manquons de vétérinaires, de camionneurs et de toutes sortes d'autres professionnels qualifiés et fournisseurs de services.

Le gouvernement pourrait faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de devenir Canadiens. Nous devons faire en sorte que les demandeurs à l'extérieur du Canada puissent venir ici pour combler ces emplois. Nous avons des camions vides qui attendent. Nous avons besoin de camionneurs, aussi.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Lee. Je vais devoir vous interrompre.

Merci, monsieur MacGregor.

On entend la sonnerie. Nous allons poursuivre, tout en gardant un œil sur le temps. Nous allons prendre une courte pause, avec un peu de chance après les deux derniers tours des conservateurs et des libéraux, pour accueillir nos prochains témoins. Ensuite, avec un peu de chance, tout le monde aura l'occasion de voter avec l'appli.

La parole va maintenant à M. Steinley du Parti conservateur, pour cinq minutes. Allez-y.

**M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à Mme Hucker, du CP. Nous avons posé une question similaire lorsque les représentants du CN ont témoigné devant le Comité.

Quelles seront les répercussions de la loi interdisant les travailleurs de remplacement en cas d'une grève des chemins de fer? Puisqu'il est question ici de sécurité alimentaire, de chaînes d'approvisionnement et de certains des risques pour les chaînes d'approvisionnement, comment pensez-vous que cette nouvelle mesure législative fonctionnera? Les trains vont-ils pouvoir continuer de rouler s'il y a une grève dans l'avenir?

**Mme Elizabeth Hucker:** C'est quelque chose que nous examinons activement. Je pense que nous sommes préoccupés par les conséquences inattendues de cette mesure.

Nous exploitons un train de banlieue, par exemple, et dans cette perspective, c'est l'une des plus grandes préoccupations qui surviennent en cas d'arrêt du travail. Je le redis, mais nous examinons la situation, mais les conséquences inattendues nous préoccupent.

Monsieur le président, si vous voulez plus de détails, je me ferai un plaisir d'envoyer plus tard une réponse au Comité.

**M. Warren Steinley:** Merci beaucoup. Je vais essayer de poser une question à tous les autres témoins.

Monsieur Charlebois, je suis content de vous voir.

Nous avons tous les deux étudié à l'Université de Regina. Nous nous sommes rencontrés dans une ancienne vie. Je ne sais pas si vous vous en souvenez.

**M. Sylvain Charlebois:** Je m'en souviens.

**M. Warren Steinley:** Vous avez parlé de la tarification des engrais. Compte tenu de la volonté du gouvernement d'imposer des cibles de réduction des émissions liées à l'utilisation des engrais, quelles seront les conséquences, selon vous, sur l'approvisionnement alimentaire dans l'avenir, advenant l'adoption d'une telle politique?

**M. Sylvain Charlebois:** C'est une question qui mérite d'être posée. Je dirais que le ton adopté en ce qui concerne les émissions liées à l'utilisation des engrais me préoccupe profondément. Si vous posez la question à n'importe quel agriculteur, en Saskatchewan ou ailleurs, on vous répondra que c'est nécessaire pour nourrir le sol et pour accroître le rendement des récoltes et améliorer la sécurité alimentaire. C'est vraiment essentiel. Nous trouvons très préoccupants certains des discours à propos de l'utilisation d'engrais au cours des derniers mois, et cela préoccupe évidemment les agriculteurs aussi.

C'est important de prendre des mesures pour contrer les effets des changements climatiques et pour s'assurer que nous atteignons nos cibles en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Parallèlement, nous devons aussi reconnaître que certaines des décisions que nous prenons risquent de compromettre notre capacité de production alimentaire, et cela en est certainement un exemple.

• (1725)

**M. Warren Steinley:** Oui. Je pense que certaines politiques pourraient avoir des conséquences inattendues, et je pense que c'est ce que vous vouliez dire.

Monsieur Lee, je suis content de vous revoir à nouveau. Vous avez mentionné brièvement quelque chose de très intéressant. L'intensité de nos émissions de gaz à effet de serre est inférieure à d'autres régions — à nos pays concurrents —, qui élèvent aussi du bétail.

Je me demandais si vous pouviez nous expliquer à quel point nos émissions de gaz à effet de serre seraient encore plus basses quand nous élevons du bétail, en comparaison d'autres pays qui pourraient combler le manque pour être autosuffisants, si nous élevions moins de bétail au Canada.

**M. Ryder Lee:** Il y a beaucoup de facteurs à prendre en considération: la façon dont nous gérons nos terres, nos pratiques liées aux pâturages, notre bétail, les races, et les outils que nous utilisons pour la gestion des terres. Même les aliments que nous leur donnons les font grandir plus efficacement, et cela a une incidence sur l'intensité. Nous utilisons des technologies modernes pour nous aider à élever le bétail plus rapidement. Nous nous débrouillons bien pour ce qui est d'approuver de nouvelles technologies, alors cela aide également.

Je n'ai pas à portée de main les données qui comparent les pays entre eux. Cependant, il est très important que nous conservions nos processus d'approbation réglementaires pour les nouvelles innovations et que notre pays reste axé sur la science, pour que la science continue à éclairer ces décisions, afin que nous puissions continuer dans cette direction.

**M. Warren Steinley:** Merci, monsieur Lee.

J'ai une autre question.

Vous avez mentionné la possibilité que, parfois, les usines de transformation aillent de l'autre côté de la frontière, à cause de l'incertitude liée à la réglementation et peut-être aussi à cause de la tarification. Quelle réglementation empêche notre industrie bovine d'être plus autosuffisante? Pourquoi perdons-nous des installations de transformation, qui vont s'installer de l'autre côté de la frontière?

**M. Ryder Lee:** Nous sommes plus qu'autosuffisants. Nous exportons environ la moitié de ce que nous produisons. Nous n'avons pas de problème de ce côté-là.

En ce qui concerne la valeur ajoutée, nous avons actuellement des règles sur les matières à risque spécifiées, qui datent des changements qui ont été faits en réaction à la maladie de la vache folle, en 2003. Depuis que l'Organisation mondiale de la santé animale a reclassifié cela comme étant un risque négligeable, nous avons la possibilité de mettre à jour notre réglementation, pour être plus compétitifs et pour être sur le même pied que les États-Unis, afin que nous puissions ainsi éliminer ce déséquilibre et aller de l'avant.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Lee. Je suis désolé. Je déteste vous interrompre tout le temps. Votre sujet est populaire.

Merci, monsieur Steinley.

La parole va à Mme Valdez, pour cinq minutes. Allez-y.

**Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Mes questions seront adressées, par votre intermédiaire monsieur le président, à M. Charlebois.

Vous avez mentionné dans un article que le Canada se classe au premier rang au monde pour ce qui est de la salubrité et de la qualité des aliments. Cependant, il existe des occasions que nous pouvons saisir, en conséquence des changements climatiques et de l'environnement en constante évolution. Je voulais savoir si vous pouviez nous donner des exemples illustrant les façons dont nous, au Canada, nous sommes adaptés aux temps qui changent.

**M. Sylvain Charlebois:** Merci, madame Valdez.

Je dirais que, présentement, le Canada se débrouille très bien en ce qui concerne la gestion des risques, en particulier dans le domaine de la science animale et de la science du sol. Beaucoup de travail a été accompli qui a énormément de valeur. Notre processus d'évaluation axé sur les risques est très robuste. Je siège au comité consultatif national de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, alors je connais très bien le travail qui a été accompli au fil des ans. Je reconnais que l'ACIA a tiré énormément de leçons.

De graves erreurs ont été commises au fil des ans, relativement à la grippe aviaire en particulier, et je pense aussi à ce qui s'est passé à Abbotsford, en 2003, je crois. La situation n'a pas été bien gérée

du tout. Mais à présent, si on regarde ce qui se passe cette année avec la grippe aviaire, je crois sincèrement que nous faisons un meilleur travail pour gérer les risques.

Je pense que l'ACIA a fait ses devoirs à l'extérieur du pays pour tirer des leçons des autres pays, et ce n'est pas quelque chose qu'on voyait avant. Dans l'ensemble, j'estime que l'ACIA est un organisme d'apprentissage, qui a aidé le Canada à gravir les échelons en matière de salubrité alimentaire.

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

Vous avez aussi dit: « Malgré nos épisodes récents de tablettes vides et de ruptures de stock, l'abondance alimentaire est certes quelque chose dont le Canada peut se vanter. Nous produisons beaucoup et faisons partie d'une économie nord-américaine fluide, axée sur le commerce transfrontalier. »

Quels moyens avons-nous, selon vous, pour réagir à la crise alimentaire mondiale?

• (1730)

**M. Sylvain Charlebois:** Nous devons réfléchir avec beaucoup plus de sérieux et avec beaucoup plus d'engagement à d'autres marchés, ailleurs qu'aux États-Unis. Il y a un potentiel énorme.

Prenez la Chine et ses pays limitrophes: la moitié de la population mondiale est, au bas mot, concentrée là-bas. La population augmente. Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous atteindrons huit milliards de personnes d'ici quelques semaines. C'est là-bas que la croissance se trouve. Nous avons besoin de trouver des façons de développer ce marché. Il y a aussi l'Afrique. D'ici quelques années, l'Afrique va compter pour un cinquième de la population mondiale. Je pense qu'il y a des occasions pour notre secteur agroalimentaire et que nous devrions en tirer parti beaucoup plus souvent.

**Mme Rechie Valdez:** Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que le talon d'Achille du Canada était le gaspillage alimentaire. Notre gouvernement a investi 15 millions de dollars à Guelph, assez près de ma circonscription, pour réduire le gaspillage alimentaire de 50 % en créant une économie alimentaire circulaire. Avez-vous des commentaires à faire sur l'économie alimentaire circulaire et sur le réacheminement des déchets pour d'autres utilisations?

**M. Sylvain Charlebois:** À dire vrai, je pense que ce concept a de la valeur. J'irais même plus loin. Il y a eu des efforts au Canada relativement au recyclage valorisant des aliments. Je pense que c'est une autre voie qui mérite qu'on s'y attarde. Je pense qu'il y a de la valeur à en tirer.

Je parlais plus tôt de la récupération, du secours alimentaire dans toute la chaîne d'approvisionnement. Je pense qu'il y a beaucoup de valeur dans le concept du recyclage valorisant, et il pourrait, à dire vrai, éliminer une plus grande part du gaspillage alimentaire dans la chaîne d'approvisionnement, en transformant les déchets en de nouveaux produits pour le marché. Il faut en discuter.

J'applaudis le gouvernement actuel, qui déploie davantage d'efforts au chapitre du gaspillage alimentaire. Il y a des programmes qu'Ottawa a lancés qui sont très robustes.

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

Je serais curieuse de savoir si vous avez publié des documents sur les engrais.

**M. Sylvain Charlebois:** Non, pas récemment. Nous n'avons pas examiné...

Voulez-vous dire, relativement à l'aspect économique de l'utilisation des engrais, en particulier?

**Mme Rechie Valdez:** Oui, exactement.

**M. Sylvain Charlebois:** Non, nous n'avons rien publié.

Je pense que notre dernier rapport sur les engrais remonte à une époque où j'étais en Saskatchewan, il y a de nombreuses années, plus de 10 ans

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

Monsieur le président, me reste-t-il du temps?

**Le vice-président (M. John Barlow):** Il vous reste 20 secondes.

**Mme Rechie Valdez:** Dans ce cas, merci à tous les témoins.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, madame Valdez.

Voilà qui met fin à notre temps avec notre premier groupe.

Nous allons suspendre les travaux quelques minutes, le temps de manger et de boire quelque chose. Nous essaierons de revenir aussi rapidement que possible. Ensuite, les témoins vont nous présenter leurs déclarations préliminaires, et nous prendrons une courte pause pour voter, si cela vous convient.

Je remercie chaleureusement les témoins de leurs commentaires et du temps qu'ils ont pris pour être avec nous cet après-midi. Tout cela a été très instructif, et nous vous remercions de votre participation.

Sur ce, la séance est suspendue pour cinq minutes.

• (1733) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1741)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Chers collègues, reprenez. Si nous nous organisons correctement et que nous commençons, nous devrions avoir le temps d'entendre la déclaration des témoins, puis de prendre une courte pause pour voter. Je sais que la plupart des témoins n'en sont pas à leur première comparution, alors je vais procéder le plus rapidement possible, pour que nous puissions respecter l'horaire.

Bienvenue, nous poursuivons notre étude sur l'insécurité alimentaire mondiale. Voilà en peu de détails ce que nous faisons dans le cadre de notre travail au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La réunion se déroule sous forme hybride, et vous pouvez la regarder sur le site Web, si vous le voulez.

Les témoins peuvent s'exprimer dans la langue de leur choix. Des services d'interprétation vous sont offerts. Si l'interprétation est interrompue pour une raison ou pour une autre, nous allons arrêter les travaux, le temps que nous soyons sûrs que l'interprétation est rétablie, puis nous continuerons. À cet égard, veuillez parler lentement et clairement, dans l'intérêt de nos interprètes, pour faire en sorte qu'ils soient capables de bien faire leur travail. Je vais vous nommer, alors ne commencez pas à parler avant que je ne vous donne nommément la parole. Pour ceux qui sont avec nous en ligne, cliquez sur l'icône du micro pour commencer à parler quand ce sera votre tour, pour désactiver le mode sourdine. Pour ceux et celles qui ont déjà témoigné ici, vous savez que votre microphone s'allumera probablement automatiquement, alors vous n'avez rien à faire.

Je vais maintenant présenter les témoins pour la deuxième heure. Nous accueillons Mme Claire Citeau de l'Alliance canadienne du

commerce agroalimentaire; M. Brett Halstead, par vidéoconférence, de la Saskatchewan Wheat Development Commission; et Mme Lori Nikkel de Deuxième Récolte.

Merci à vous tous d'être ici. Vous aurez chacun et chacune cinq minutes pour votre déclaration préliminaire, puis je vais céder la parole aux députés pour les questions. Nous allons commencer par Mme Citeau. Vous avez cinq minutes.

Allez-y, je vous prie.

[Français]

**Mme Claire Citeau (directrice générale, Alliance canadienne du commerce agroalimentaire):** Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Claire Citeau et je suis la directrice générale de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, la voix des exportateurs agroalimentaires canadiens.

[Traduction]

Rien ne devrait limiter l'accès à la nourriture. Puisque notre mandat est axé sur la libéralisation du commerce, ma déclaration porte sur la sécurité alimentaire mondiale et le rôle du Canada à l'égard de la politique commerciale.

J'aimerais mettre trois points en relief: le commerce international est essentiel pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Cela permet à des millions de personnes de gagner leur vie et joue un rôle important pour la durabilité du système alimentaire. Il est crucial que l'environnement de la politique commerciale soit transparent, prévisible et axé sur la science et les règles. Les décideurs devraient éviter d'imposer des restrictions aux exportations et devraient plutôt réorienter les politiques de soutien vers des investissements appuyant la productivité, la durabilité et la résilience.

Le Canada est le cinquième exportateur agroalimentaire en importance au monde. Des pays aux quatre coins du monde dépendent du Canada pour leur sécurité alimentaire. Le secteur agroalimentaire est axé sur les exportations, et nous vendons à l'étranger, à plus de 50 pays, plus de la moitié de notre production. Par exemple, 50 % de notre bœuf et 90 % de nos légumineuses finissent dans des assiettes à l'autre bout du monde.

Si nous voulons faire en sorte que le secteur agroalimentaire canadien puisse continuer de jouer un rôle important en matière de sécurité alimentaire mondiale, les exportateurs doivent avoir un accès compétitif aux marchés, accès appuyé par les principes du libre-échange et fondé sur des règles commerciales. Le secteur alimentaire du Canada et le système alimentaire mondial reposent sur le commerce international. Il s'agit du pont qui nous permet d'acheminer les produits de l'endroit où ils sont cultivés jusqu'ou ils doivent aller. À cette fin, le commerce assure la sécurité alimentaire tout en créant des possibilités économiques pour les producteurs, les agriculteurs et les PME. Le commerce est aussi une composante clé d'une utilisation durable et efficace des ressources mondiales limitées.

Selon l'institut de Potsdam — et cité par l'Organisation mondiale du commerce —, une personne sur six dans le monde aujourd'hui dépend du commerce international pour se nourrir. D'ici 2050, ce sera 50 % de l'humanité, d'où le besoin d'accroître et d'améliorer les échanges commerciaux. Beaucoup trop souvent, les marchés alimentaires internationaux fonctionnent mal, en raison de problèmes découlant, par exemple, de subventions qui faussent le commerce et d'autres formes de protectionnisme. Les restrictions sur les exportations alimentaires peuvent être extrêmement nuisibles et peuvent même faire chuter temporairement les prix des produits nationaux. Cela déstabilise les marchés et, au bout du compte, entraîne une hausse des prix ailleurs. La fragilité du système commercial mine la capacité du Canada d'être, comme nous le souhaitons, le grenier de la planète.

Au nom de l'ACCA, je vais formuler quelques recommandations, à l'intention des décideurs.

Premièrement, diversifiez et gardez ouverts les marchés agroalimentaires. Cela a été déterminant durant la crise financière de 2008 pour éviter les pénuries alimentaires, et aussi au début de la pandémie. Nous devons nous assurer de ne pas reculer et faire marche arrière en dressant des barrières au nom de la sécurité alimentaire.

Deuxièmement, limitez les restrictions sur les exportations. Les décideurs devraient éviter d'imposer des restrictions sur les exportations et des interdictions sur le commerce agroalimentaire, conformément à la déclaration ministérielle prononcée lors de la CM12 et à l'appel lancé le mois dernier par de grandes organisations multilatérales demandant de réduire au minimum les distorsions commerciales, les interventions dans le marché et les subventions. Aujourd'hui les restrictions imposées sur les aliments, les aliments pour animaux et les engrais dans 52 pays du monde demeurent une source majeure de préoccupation.

Troisièmement, renforcez la transparence pour réduire au minimum les distorsions. En temps de crise, les pays du monde ont démontré qu'ils étaient capables de fournir de l'information et des avis sur les mesures adoptées, et ce, en temps opportun et de façon transparente, compte tenu des circonstances. Ce genre de pratiques devraient être maintenues et adoptées de façon permanente en ce qui concerne les mesures sanitaires, phytosanitaires et techniques qui ont une incidence sur le commerce agroalimentaire.

Quatrièmement, facilitez les échanges commerciaux. Les décideurs devraient accroître la mise en œuvre de l'Accord sur l'application des mesures SPS, encore une fois, en conformité avec la déclaration ministérielle prononcée lors de la CM12. Les décideurs devraient aussi soutenir une plus grande coopération réglementaire et l'harmonisation des normes; et aussi mobiliser le secteur privé pour réduire les coûts de conformité et accélérer l'adoption de solutions et d'outils numérique.

Cinquièmement, réorientez les politiques existantes en matière de subventions. Il a été conclu dans le dernier rapport de l'OCDE sur la politique agricole que, dans la plupart des cas, les mesures de soutien nationales en vigueur faussent le commerce agroalimentaire, sans pour autant offrir de solutions efficaces au problème lié à la salubrité et à la durabilité alimentaires. Le rapport laisse aussi entendre que les dépenses publiques devraient plutôt être orientées pour des investissements dans des innovations alimentaires et agricoles et pour améliorer l'infrastructure et la résilience de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

• (1745)

Sixièmement, pour terminer, rétablissez l'organe d'appel de l'OMC. Il s'agit de la fonction centrale de l'OMC, en plus d'être la clé de la stabilité, de la sécurité et de la prévisibilité nécessaires pour le commerce mondial.

Pour conclure, je vais répéter que rien ne devrait limiter l'accès à la nourriture. Ultimement, la sécurité alimentaire mondiale est un jeu de sécurité.

Le commerce agricole sert à nourrir les gens, la planète et l'économie, mais il est seulement possible grâce à une coopération mondiale et à une meilleure prévisibilité et sécurité dans le système multilatéral des échanges commerciaux.

L'industrie se prépare à accroître ses exportations, et nos membres demandent au gouvernement de continuer d'ouvrir des portes et de défendre une réglementation qui va permettre à l'industrie de demeurer compétitive sur la scène mondiale; et de travailler à limiter les approches réglementaires qui restreignent le commerce et dressent des barrières. Essentiellement, nous devons être plus rapides pour atteindre le marché avec nos produits et nos solutions stratégiques.

En somme, avec les bons choix stratégiques, le Canada a aujourd'hui une occasion immense à saisir, une occasion qui aidera le monde et qui renforcera la place du Canada dans le monde ainsi que sa compétitivité en tant qu'exportateur agroalimentaire.

Merci.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, madame Citeau. Merci de votre déclaration.

La parole va maintenant à M. Halstead, pour cinq minutes. Allez-y

**M. Brett Halstead (président du conseil d'administration, Saskatchewan Wheat Development Commission):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de me permettre de parler du point de vue des producteurs de blé de la Saskatchewan.

Je m'appelle Brett Halstead et je suis président du conseil d'administration de Sask Wheat. Je suis un producteur de céréales et de bétail de Nokomis, en Saskatchewan.

Sask Wheat est une organisation de prélèvement dirigée par les producteurs qui représente environ 24 000 producteurs de blé et de blé dur. Nous recensons et appuyons les efforts de recherche, de développement des marchés et de défense des intérêts qui contribuent à une production de blé rentable et durable. Depuis 2014, nous avons affecté environ 52 millions de dollars à ces projets de recherche.

Nous sommes partenaires dans un partenariat de financement pluriannuel et de plusieurs millions de dollars avec les programmes de sélection de variétés du blé d'AAC par l'entremise de la Coalition canadienne de recherche sur le blé. Ces investissements ont apporté des contributions importantes à la sécurité alimentaire et mondiale et à la durabilité économique, sociale et environnementale.

Le gouvernement fédéral a récemment souligné l'importance des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, qui constituent à la fois un secteur essentiel de notre économie et une partie de la solution à l'insécurité alimentaire mondiale. Le Canada est responsable d'environ 12 % du commerce mondial du blé chaque année et exporte 80 % de sa production totale. En 2022, la principale culture de la Saskatchewan était le blé, qui représentait près de la moitié de toutes les acres plantées en blé au Canada. Cela montre l'importance du blé de la Saskatchewan pour la sécurité alimentaire mondiale. Les producteurs de blé de la Saskatchewan réussissent très bien à fournir une source alimentaire durable de haute qualité au monde entier, ce qui a des répercussions positives importantes sur la sécurité alimentaire mondiale.

Le blé de la Saskatchewan doit être compétitif sur les marchés mondiaux. Les producteurs de blé de la Saskatchewan sont des preneurs de prix. Ils reçoivent le prix mondial moins le coût de l'exportation pour être compétitifs, rentables et durables. Les producteurs de blé de la Saskatchewan doivent compter sur leur productivité et leur efficacité.

Aujourd'hui, je vais aborder deux sujets de préoccupation. Je n'ai probablement pas le temps de parler du transport du grain. Je veux surtout parler de la politique environnementale et du fardeau réglementaire croissants auxquels nous sommes confrontés. Au cours des 30 dernières années, les producteurs de la Saskatchewan ont été des chefs de file mondiaux dans l'adoption de pratiques durables telles que le travail réduit du sol, la culture continue et plus encore. Nous avons séquestré de grandes quantités de carbone dans nos sols et réduit la superficie totale des terres consacrées à nos cultures tout en produisant davantage sur ces acres. Cependant, Sask Wheat est préoccupée par les politiques environnementales qui, selon nous, imposent un fardeau injuste à nos producteurs axés sur l'exportation dans la poursuite d'objectifs environnementaux nationaux mal définis.

Ces politiques feront augmenter les coûts pour les agriculteurs sans qu'il soit possible de les compenser. La compétitivité internationale en souffrira. Cela favorisera nos concurrents mondiaux, dont certains ont un faible engagement vers la production durable, voire aucun. La taxe fédérale sur le carbone, selon nous, augmente injustement les coûts directs et indirects de la production des exportations des producteurs de la Saskatchewan. Les coûts supplémentaires importants que les producteurs devront assumer ne pourront pas être refilés à nos consommateurs. Les remises proposées pour la taxe sur le carbone ne compenseront pas ces augmentations. Les engrais sont essentiels à l'augmentation de la production pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Le Comité a recommandé que le gouvernement du Canada assure l'accès à des engrais abordables afin de maximiser les avantages en matière de rendement.

L'une des solutions proposées est l'utilisation d'engrais à efficacité accrue. Cependant, ils sont plus chers et n'augmentent pas les rendements. Si atteindre des objectifs en matière d'émissions dépend de leur utilisation, alors cela signifie que nous pourrions avoir une augmentation des coûts sans augmentation correspondante des revenus. Sask Wheat préconise l'adoption de politiques et de programmes fondés sur la science dans l'ensemble du gouvernement. Pour cela, il faut investir dans la science. Les décideurs doivent reconnaître les limites actuelles des connaissances scientifiques, des données et des niveaux régionaux et individuels en ce qui concerne les émissions d'engrais. Les agriculteurs ont besoin d'un soutien scientifique adéquat pour atteindre les objectifs environnementaux de façon économique et pratique dans des délais raisonnables.

En conclusion, Sask Wheat appuie l'objectif d'accroître les revenus du secteur agricole canadien. C'est important à la fois pour l'économie canadienne et pour accroître la sécurité alimentaire mondiale. Le blé de haute qualité, produit de façon durable et à haute teneur en protéines est un élément clé de ce régime alimentaire mondial, et il l'est de plus en plus dans un contexte d'incertitudes commerciales et d'insécurité alimentaire mondiale.

• (1750)

Cependant, les producteurs de blé de la Saskatchewan ont besoin de politiques et de règlements, de programmes et de fonds qui permettent une production rentable et un accès aux marchés mondiaux. Les producteurs de blé de la Saskatchewan doivent être rentables pour être durables. Nous devons être compétitifs à l'échelle mondiale pour être rentables.

Je vous remercie.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, monsieur Halstead.

Nous allons maintenant passer à Mme Nikkel pour cinq minutes, s'il vous plaît.

**Mme Lori Nikkel (directrice générale, Second Harvest):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs, de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Deuxième Récolte est une organisation caritative à but non lucratif qui se consacre à la protection de l'environnement et à la lutte contre la faim au moyen de la redistribution alimentaire, de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation. Nous collaborons avec des milliers d'entreprises alimentaires à travers la chaîne d'approvisionnement afin de réduire la quantité de nourriture comestible qui est gaspillée, empêchant ainsi la libération inutile de gaz à effet de serre. Grâce à notre modèle inclusif, ces surplus alimentaires sains sont redirigés vers des milliers d'organismes de bienfaisance à but non lucratif partout au pays, afin de venir en aide aux millions de Canadiens qui sont confrontés à l'insécurité alimentaire.

Étant la plus grande organisation de secours alimentaire au Canada, Deuxième Récolte apprécie toute l'attention portée par le Comité à la question de l'insécurité alimentaire et aimerait en profiter pour expliquer comment la crise du gaspillage alimentaire dans notre pays aggrave le problème, et comment nous pouvons y remédier.

Au total, 58 % des aliments produits pour la consommation canadienne, soit environ 35,5 millions de tonnes, sont perdus ou gaspillés chaque année. Ces aliments n'atterrissent jamais sur les tables de familles canadiennes et ajoutent 56 millions de tonnes de gaz à effet de serre dans notre atmosphère. Et pourtant, plus de 5,6 millions de Canadiens souffrent d'insécurité alimentaire.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est un volet essentiel de la question de l'insécurité alimentaire. En agissant pour soutenir la réduction des déchets alimentaires et les initiatives de détournement, il est possible de réduire les problèmes d'approvisionnement, d'atténuer les difficultés de transport, de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, de diminuer notre dépendance aux produits importés et de redistribuer des millions de tonnes d'aliments comestibles aux familles et aux communautés dans le besoin. Afin de s'attaquer au problème de l'insécurité alimentaire et de ses répercussions négatives sur les Canadiens, nous présentons deux recommandations stratégiques au Comité.

Premièrement, nous demandons au Comité de soutenir la relance du Programme de sauvetage des aliments excédentaires. Le Programme de récupération d'aliments excédentaires a été mis en place en juillet 2020 dans le cadre de la réponse du Canada à la COVID-19. Grâce à ce programme, Deuxième Récolte a pu collecter plus de 9 millions de livres d'aliments excédentaires frais dont des œufs, du poulet, du saumon et des fruits et légumes frais que nous avons ensuite redistribués à plus de 350 communautés dans l'ensemble du Canada. Le Programme de récupération d'aliments excédentaires était un exemple de direction ferme provenant du gouvernement qui a eu un réel impact sur la vie d'innombrables Canadiens, y compris nos producteurs. Malheureusement, bien que le programme n'existe plus, son besoin demeure plus que jamais.

Deuxièmement, nous demandons au Comité d'appuyer la création d'un crédit d'impôt pour inciter les entreprises canadiennes à réduire leur gaspillage alimentaire et à fournir les aliments excédentaires à des organismes qui peuvent les redistribuer. Certaines provinces ont déjà pris cette mesure. Au Québec, l'introduction du crédit d'impôt a entraîné une augmentation des aliments frais donnés aux banques alimentaires pendant la première année. Cependant, les crédits d'impôt provinciaux ne s'appliquent qu'aux producteurs, ce qui signifie que plus de 100 000 entreprises canadiennes qui ont la possibilité de réduire leurs déchets alimentaires ne sont pas incitées à le faire.

Deuxième Récolte félicite le Comité pour son action sur la question de la sécurité alimentaire mondiale. Les conflits et l'instabilité dans le monde ont eu des répercussions importantes sur la stabilité et la prévisibilité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, et les Canadiens en ressentent les effets. Cependant, nous avons la capacité de relever un certain nombre de ces défis en prenant des mesures au sein de nos propres frontières.

Il est temps pour nous de faire face à une réalité désagréable: le Canada connaît une crise du gaspillage alimentaire. Je demande à tous les membres du Comité leurs efforts et leur soutien pour aborder cette crise de front.

Je vous remercie.

• (1755)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, madame Nikkel.

Nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes. Je sais que certains d'entre vous ont déjà voté, ce qui est formidable. Il semble que M. Turnbull ait peut-être un problème technique.

Nous allons simplement suspendre la séance quelques minutes afin de permettre à nos collègues de voter, puis nous reviendrons avec le premier tour de questions.

• (1755)

(Pause)

• (1805)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci à tous. Nous allons maintenant poursuivre avec le premier tour de questions.

Nous allons commencer par les conservateurs et M. Steinley pour six minutes, s'il vous plaît.

**M. Warren Steinley:** Sur cette note optimiste, monsieur le président, j'aimerais poser quelques questions à notre groupe de témoins.

Merci beaucoup d'être ici et d'être des témoins aujourd'hui.

Monsieur Halstead, vous avez présenté des statistiques intéressantes et comme vous êtes un bon garçon de la Saskatchewan, je m'en voudrais de ne pas vous poser une question sur ces statistiques. Vous avez dit que la moitié de la récolte de blé au Canada est cultivée en Saskatchewan, alors ma question est la suivante: si de nouvelles politiques en matière d'engrais sont mises en œuvre — le gouvernement envisage, à l'heure actuelle, une réduction de 30 % — combien d'acres supplémentaires devrez-vous utiliser pour atteindre cette même moitié de la récolte de blé canadienne en Saskatchewan? Quel serait l'effet sur les rendements de cette nouvelle politique de réduction des engrais?

**M. Brett Halstead:** Il y a beaucoup de questions sans réponse et de malentendus dans ce qui se passe là-bas. Nous n'avons pas toutes les réponses à ce genre de choses.

Si l'on remonte aux années 1970, nous avons réduit le nombre d'acres de blé, et on cultive maintenant d'autres choses dans les Prairies, comme le canola et les lentilles, qui sont devenues des cultures plus importantes. Il n'y a pas nécessairement de réponse à cela, parce que c'est une lutte entre les différents produits, selon les prix des produits et les dépenses, pour savoir quelle culture vous allez faire pousser. Bon nombre de ces produits doivent être cultivés en rotation pendant un certain nombre d'années et ont besoin d'un certain nombre d'engrais et d'intrants différents, alors il n'y a pas de réponse facile à cette question.

Comme vous l'avez dit, nous produisons près de la moitié des acres de blé au pays. Si vous deviez réduire les engrais, il vous faudrait évidemment augmenter les superficies pour produire la même chose, et cela devrait donc venir d'ailleurs, mais ces autres endroits voudront également conserver leurs superficies ou le marché voudra les conserver.

• (1810)

**M. Warren Steinley:** Merci beaucoup de ce commentaire.

De toute évidence, vous avez dit que la taxe sur le carbone est l'une des politiques environnementales que les producteurs combattent. Elle les place dans une situation de désavantage concurrentiel. Que pensez-vous qu'il se passera si cette taxe finit par atteindre les 170 \$ la tonne? Il est évident que cela va être un gros problème. Est-ce que cela va amener beaucoup de producteurs à se demander si c'est financièrement viable et s'ils peuvent gagner leur vie? Allez-vous pouvoir le faire ou voudront-ils vouloir quitter le secteur agricole dans son ensemble?

**M. Brett Halstead:** Oui, les augmentations pourraient être beaucoup plus dévastatrices que ce que nous avons connu. Nous avons actuellement des prix élevés pour les produits de base, et cela est dû à un certain nombre de facteurs, des facteurs de marché externes, des conflits dans le monde et des pénuries de certains produits de base. Au fur et à mesure que vous augmentez ce coût et, nous le voyons aussi avec le coût des aliments, l'un des plus importants est le transport, et tous nos produits, qu'ils soient achetés comme intrants ou vendus comme produits d'exportation, nécessitent un transport. Même si les agriculteurs ne paient pas directement ce coût, nous le payons indirectement par l'entremise de nos détaillants.

**M. Warren Steinley:** Oui, et c'est vraiment là où je voulais en venir avec cette série de questions. De toute évidence, la taxe sur le carbone joue un rôle en matière de sécurité alimentaire, car ces coûts de transport sont refileés aux consommateurs, et moins d'argent pourra être utilisé pour acheter des produits d'épicerie en magasin, et le prix des produits d'épicerie ne cessera d'augmenter parce que ces coûts seront refileés aux consommateurs.

Les agriculteurs sont des preneurs de prix. À quel moment cela devient-il insoutenable pour un agriculteur qui ne peut pas refileer ces prix? Comme vous l'avez mentionné, vous prenez le prix mondial lorsque vous êtes agriculteur, alors à part la taxe sur le carbone, quelle est, selon vous, la prochaine politique la plus dommageable à laquelle vous êtes confronté à l'heure actuelle de la part du gouvernement fédéral?

**M. Brett Halstead:** Nous ne savons pas encore ce que supposera totalement un objectif en matière d'émission applicable aux engrais. Cela nous inquiète, il y a beaucoup de questions sans réponse à ce sujet. C'est quelque chose que nous signalons. C'est un sujet de discussion et de consultation qui nous touche actuellement et qui nous préoccupe beaucoup quant à la façon dont nous pouvons continuer de produire de manière durable si le coût de cette production va augmenter ou si l'obtention d'engrais va devenir plus difficile. Nous n'avons pas toutes les réponses pour le moment, et c'est une préoccupation.

**M. Warren Steinley:** Merci beaucoup. Je pensais que la capacité d'obtenir des engrais serait l'une de ces préoccupations.

Je vais maintenant passer à vous, madame Nikkel. Vous avez dit quelque chose de très intéressant d'après ce que j'ai compris dans votre exposé concernant les émissions de gaz à effet de serre provenant des aliments gaspillés. Si vous pouviez le faire, quelle serait l'une des meilleures politiques à mettre en place pour aider à réduire ces émissions de gaz à effet de serre dues aux aliments gaspillés, par rapport à ce que nous pourrions faire? Je trouve que c'est un gros chiffre. Nous parlons d'essayer de réduire les émissions et de sécurité alimentaire, et nous avons vu certaines politiques qui n'ont pas vraiment permis de réduire les émissions.

Pour ce qui est des déchets alimentaires, que pourrions-nous faire pour réduire les émissions dans un avenir proche?

**Mme Lori Nikkel:** Je pense que c'est très simple: Imposer des mesures et fournir des incitatifs. Obligez les producteurs, les fabricants et les détaillants à mesurer et à surveiller leurs déchets, à fixer des objectifs et à les atteindre, mais offrez des incitatifs à cet égard.

Dès que vous ferez cela, nous ferons baisser les choses, car la prévention est bien plus importante que le détournement. Même dans le cas de la valorisation des déchets, nous voulons prévenir cela à la source.

**M. Warren Steinley:** Merci beaucoup.

Il me reste 15 secondes, et je sais qu'il y a beaucoup d'autres questions, mais je tiens à vous remercier d'être ici. Je vous remercie d'avoir pris le temps de vous présenter au Comité.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Steinley.

Je vais maintenant passer à Mme Taylor Roy pour six minutes, s'il vous plaît.

**Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Il y a trois aspects très différents aujourd'hui.

Je vais commencer par interroger Mme Nikkel sur la crise du gaspillage alimentaire à laquelle nous faisons face en ce moment, qui, je crois, est très étroitement reliée à la crise climatique et à la crise de la faim dans le monde, et les alimente en fait. Vous avez mentionné le programme de sauvetage des surplus alimentaires qui était en place et parlé de son succès. Vous avez dit que nous en avons maintenant besoin plus que jamais.

Pourquoi en avons-nous plus besoin que durant la COVID? Re-mettriez-vous ce programme exactement comme il était? Qu'est-ce que vous pourriez changer dans ce programme?

• (1815)

**Mme Lori Nikkel:** Je pense que tout évolue. C'est aussi important — plus important — à l'aube d'une récession, alors qu'il y a plus de Canadiens que jamais qui n'ont pas accès à la nourriture. Curieusement, même si le programme a pris fin lorsque nous avons fermé la frontière aux pommes de terre, nous l'avons relancé lorsque nous avons obtenu des fonds pour acheter certaines de ces pommes de terre, alors qu'un grand nombre d'entre elles étaient détruites.

Il s'agit vraiment d'un programme critique qui soutient les producteurs. Il soutient les Canadiens et il soutient l'environnement. C'est une triple victoire. Et je ne sais pas pourquoi nous ne le faisons pas.

**Mme Leah Taylor Roy:** Apporteriez-vous des changements à ce programme?

**Mme Lori Nikkel:** En fonction des produits de base, je pense que nous pourrions peut-être l'ouvrir. C'était très spécifique à la COVID et cela tenait aux fermetures de restaurants, donc il s'agissait de ce grand pacte et de toute cette nourriture. Je pense que nous devrions l'ouvrir et l'élargir.

**Mme Leah Taylor Roy:** D'accord. C'est fantastique. Merci beaucoup.

Je me demandais aussi... Vous avez mentionné le crédit d'impôt qui, en ce moment, ne s'applique qu'aux producteurs...

**Mme Lori Nikkel:** Oui, dans quatre provinces.

**Mme Leah Taylor Roy:** C'est dans quatre provinces; alors vous cherchez un crédit d'impôt fédéral? À qui voudriez-vous qu'il s'applique? Qu'en pensez-vous?

**Mme Lori Nikkel:** Je pense que toutes les entreprises devraient avoir accès à un incitatif pour les amener à réduire leurs déchets alimentaires. Ce n'est pas souvent que je me tourne vers le Sud et que je dis: « Wow, ils ont de très bons incitatifs fiscaux », mais ils en ont pour le gaspillage alimentaire, et cela fonctionne. Cela permet d'éliminer la perte et le gaspillage d'aliments aux États-Unis.

**Mme Leah Taylor Roy:** C'est très bien.

J'aimerais m'adresser à vous, madame Citeau. Vous vous êtes concentrée sur le commerce international, et nous savons que le Canada réussit très bien en tant qu'exportateur d'aliments. Nous pourrions en faire plus avec certains des changements que vous avez mentionnés, mais lorsque nous parlons de l'insécurité alimentaire mondiale, il semble que certains des problèmes qui ont été constatés ces derniers temps sont liés à des enjeux qui causent des problèmes en matière de commerce, comme les guerres, des événements climatiques, de toute évidence, et des partenaires peu fiables auxquels on ne peut pas nécessairement faire confiance pour livrer nécessairement les marchandises qu'ils disent vouloir livrer.

Je me demande ce que vous pensez de l'équilibre entre le fait d'accroître notre autonomie au Canada et d'essayer de nous assurer de produire davantage ici, car il me semble que cela règle certains de ces problèmes mieux, peut-être, que l'augmentation de nos échanges avec d'autres pays.

**Mme Claire Citeau:** Le point de vue général, c'est qu'il est nécessaire de gérer le risque, et l'autosuffisance alimentaire ne permet pas de le faire. Dans un système alimentaire mondial où nous sommes entrelacés — et nous le voyons très clairement avec nos chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord — nous sommes plus forts en gérant le risque et en renforçant nos chaînes d'approvisionnement et nos relations avec nos principaux partenaires commerciaux, plutôt qu'en étant...

**Mme Leah Taylor Roy:** Je comprends cette idée, mais j'aimerais intervenir.

Comment gérons-nous le risque d'une guerre en Ukraine ou comment gérons-nous le risque du changement climatique, alors que le commerce mondial aggrave en fait la crise climatique? Comment gérons-nous ces risques particuliers auxquels nous avons été confrontés récemment?

**Mme Claire Citeau:** En ayant de meilleures règles, des règles modernisées, et un système de règlement des différends solide et fonctionnel à l'Organisation mondiale du commerce.

**Mme Leah Taylor Roy:** Merci.

Monsieur Halstead, dans le même ordre d'idées, et j'adore le terme Sask Wheat que vous utilisez; nous savons que nos producteurs de céréales en Saskatchewan, ainsi que ceux d'autres produits, sont vraiment efficaces. Ils ont fait un travail extraordinaire pour ce qui est de maximiser la productivité, de réduire au minimum l'utilisation des engrais et de toutes sortes d'autres choses.

Lorsque nous parlons de l'insécurité alimentaire mondiale, étant donné que beaucoup d'agriculteurs dans d'autres régions, par exemple — vous avez mentionné l'Afrique —, pourraient être en mesure d'améliorer la productivité, avez-vous l'impression qu'il est utile pour le Canada d'essayer d'exporter certaines de ses pratiques et de sa technologie vers d'autres pays pour les aider à augmenter leur production locale, au lieu d'exporter plus de blé vers ces pays?

**M. Brett Halstead:** Oui et non. Je veux produire autant que je peux pour vendre sur le marché mondial, et je pense que mes voisins agriculteurs le veulent aussi. Un certain nombre de ces choses ont disparu en raison du commerce. Beaucoup de nos semoirs pneumatiques, par exemple, ont été mis au point dans les Prairies et ils sont utilisés dans le monde entier maintenant.

Nos équipements sont utilisés dans le monde entier. Les idées ne sont pas seulement locales. Il y a la sélection du blé, par exemple, dont j'ai parlé. Il y a le partage de germoplasme qui se fait dans le monde entier, à la recherche des meilleurs traits susceptibles de produire la prochaine nouvelle variété qui sera meilleure, donc il y a un certain partage.

Évidemment, nous ne sortons pas... En tant que producteur et membre d'une organisation agricole, ce n'est pas mon travail. Ce n'est pas mon rôle d'aller dans un autre pays pour essayer de l'aider à s'améliorer, mais je pense...

• (1820)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Monsieur Halstead, je suis désolé. Votre temps est écoulé.

Merci, madame Taylor Roy.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

**Mme Andréanne Larouche:** Merci, monsieur le président.

Je remercie ce deuxième groupe de témoins d'être parmi nous aujourd'hui pour parler de l'insécurité alimentaire qu'on observe actuellement. C'est un sujet important.

J'aimerais poser ma première question à Mme Nikkel, qui a souligné ce que nous faisons de bien au Québec.

Selon nos notes d'information, votre organisme a commandé, en 2019, un rapport sur le gaspillage alimentaire évitable dans la chaîne d'approvisionnement agricole canadienne. Vous en avez un peu parlé, mais j'aimerais que vous me donniez plus de détails.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de gaspillage alimentaire dans divers secteurs? Avez-vous des solutions à nous proposer pour éviter ce gaspillage?

[Traduction]

**Mme Lori Nikkel:** Absolument.

Deuxième Récolte a chargé les responsables de Value Chain Management International d'effectuer les recherches, car nous sommes un organisme caritatif. Ce sont des experts dans ce domaine. J'ai cela juste ici, et nous avons fait des recommandations. Nous montrons tout au long de la chaîne d'approvisionnement — et nous utilisons une tomate comme exemple — les endroits où le produit se perd dans la transformation, les endroits où il se perd à la ferme et les endroits où il se perd... Le lait est jeté.

Je conseille vivement à tout le monde de lire le rapport de recherche « La crise évitable du gaspillage alimentaire ». Nos recommandations étaient de mesurer, de fixer des objectifs et d'agir. Nous avons également formulé des recommandations sur les dates de péremption et sur la nécessité de suivre l'exemple du Royaume-Uni, où la date « meilleur avant » ne signifie pas « mauvais après », alors pourquoi continuons-nous de faire cela? Nous avons un grand nombre de recommandations à la fin du document dont je serai heureuse de faire part à tout le monde ici.

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Je vous remercie de bien vouloir nous faire parvenir ces informations.

Il est crucial de travailler sur la question des banques alimentaires. Je compte également des banques alimentaires dans ma circonscription, et elles veulent aussi être récompensées pour leurs bonnes pratiques. Il est important que les producteurs collaborent avec elles et qu'on multiplie les efforts en ce sens.

Je me tourne maintenant vers vous, madame Citeau.

J'ai remarqué que, sur le site Web de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, vous plaidez beaucoup pour l'exportation des produits canadiens dans une optique de libre marché. Pour avoir parlé avec des transformateurs de chez nous, je sais que cette question est cruciale.

Serait-il intéressant d'avoir une politique de réciprocité des normes pour éviter que les producteurs d'ici fassent l'objet d'une concurrence déloyale? Comme vous le dites sur le site de votre organisme, il y a parfois ailleurs des normes inférieures aux nôtres, que ce soit en Europe, aux États-Unis, en Chine ou même au Brésil.

[Traduction]

**Mme Claire Citeau:** Dans mes commentaires, j'ai parlé de la nécessité de l'accès concurrentiel aux marchés mondiaux. Ce que cela signifie, c'est qu'il faut des règles du jeu équitables, un environnement qui permet à nos agriculteurs du Québec ou de la Saskatchewan d'avoir le même niveau d'accès aux marchés mondiaux qu'un agriculteur d'Australie ou d'Europe.

C'est une question de règles et aussi d'harmonisation des normes. C'est pourquoi une des priorités de l'ACCAA — et je pense que j'y ai fait allusion dans mes commentaires — est de s'assurer que le Canada travaille avec des partenaires internationaux et différentes institutions multilatérales comme l'OIE et la FAO, ces agences internationales de normalisation, afin de travailler dans ce sens.

• (1825)

[Français]

**Mme Andréanne Larouche:** Il reste que, dans la situation actuelle, les normes en vigueur dans divers pays sont différentes des nôtres, notamment en Europe, comme je l'ai dit, mais c'est le cas ailleurs aussi, et cela crée une situation injuste pour les producteurs et les transformateurs d'ici. En effet, l'absence de réciprocité des normes fait que le Canada n'est pas compétitif à l'échelle internationale.

Comment peut-on améliorer les normes de façon à réduire les inégalités?

[Traduction]

**Mme Claire Citeau:** Il est certain que l'Europe est un marché où une grande partie de nos membres éprouvent des frustrations, en grande partie, dans le contexte de l'accord de libre-échange Canada-UE, car l'Union européenne tarde à respecter l'esprit de l'accord. Assurément, ils connaissent très bien certains de ces problèmes.

La solution réside dans une meilleure mise en œuvre et une meilleure application des règles. Je ne parle pas du contexte particulier de l'Union européenne, mais dans l'ensemble, il doit y avoir... Lorsque nos représentants vont négocier des accords de libre-échange, il doit y avoir — à l'avance — une compréhension claire et une collaboration étroite avec l'industrie, afin que nous comprenions le cadre réglementaire que nous examinons afin d'être mieux préparés.

Dans l'ensemble, je dirais qu'il s'agit de meilleures règles et de meilleurs mécanismes de mise en œuvre et d'application.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci.

Merci, madame Larouche.

Nous allons maintenant passer à M. MacGregor pour six minutes, s'il vous plaît.

**M. Alistair MacGregor:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Citeau, j'aimerais commencer par vous.

Dans notre groupe de témoins précédent, nous avons reçu M. Charlebois. J'ai pris des notes durant sa déclaration liminaire. Je crois qu'il a dit que nos exportations continuent de croître à une vitesse assez importante, et nous avons atteint 82 milliards de dollars en 2021. Est-ce quelque chose que vous pouvez confirmer? Cela ressemble-t-il à un chiffre que vous avez déjà entendu?

**Mme Claire Citeau:** Je le pense. Je me demande si ce chiffre comprend les pêches ou non.

**M. Alistair MacGregor:** D'accord.

Le rapport Barton visait un objectif de 75 milliards de dollars d'ici 2025. Il est donc assez impressionnant de constater que, malgré les nombreux défis à relever, nous avons déjà dépassé l'objectif quatre ans avant la date prévue. Les producteurs de bœuf du Canada nous ont dit qu'ils avaient dépassé leurs objectifs et qu'ils s'en étaient très bien tirés. Je sais qu'il y a des défis à relever, mais il semble que nos agriculteurs se montrent à la hauteur.

J'ai aussi eu le privilège de siéger à notre comité de sécurité publique et nationale. Il y a quelques semaines, nous avons reçu en tant que témoin le chef d'état-major de la défense, le général Wayne Eyre. Il a brossé un tableau très inquiétant du monde dans lequel nous entrons en ce qui concerne la Russie et la Chine. Je sais que les futurs conflits ne seront peut-être pas des actions militaires manifestes, mais ils auront de graves conséquences sur le commerce mondial.

Je sais que votre organisation doit tenir compte du contexte géopolitique. Pouvez-vous explorer un peu plus le thème de la résilience? Si la Russie et la Chine doivent être des adversaires majeurs comme le croit sincèrement notre chef d'état-major de la défense, quels types de plans d'urgence devons-nous mettre en place en ce qui concerne notre commerce agricole pour en tenir compte?

**Mme Claire Citeau:** Je pense qu'une grande partie du travail effectué par les représentants et l'industrie pour ce qui est de renforcer les relations commerciales avec les principaux partenaires commerciaux doit se poursuivre.

En fait, une partie de nos membres ont vraiment jeté leur dévolu sur la région de l'Asie Indo-Pacifique, et l'une des façons dont ils proposent de s'attaquer à ce marché et de mieux s'en tirer consiste à avoir des représentants sur le terrain. Tout comme l'ACCAA, ils insistent sur la nécessité de renforcer la capacité de défense des intérêts au sein des réseaux diplomatiques, afin que nos fonctionnaires et les représentants du Canada, qui font déjà un important et excellent travail de promotion du secteur, disposent des renseignements et des outils appropriés pour éviter que les questions ne deviennent des problèmes.

**M. Alistair MacGregor:** Merci.

J'aimerais maintenant passer à M. Halstead.

Monsieur Halstead, j'aimerais poursuivre la discussion sur les engrais, car je pense que beaucoup de Canadiens reçoivent des messages contradictoires à ce sujet. Est-il vrai que, selon la façon dont vous appliquez votre engrais, vous pouvez obtenir des émissions très différentes? Est-ce exact?

• (1830)

**M. Brett Halstead:** On pense que c'est exact. Il faut faire des études régionales et même locales sur la façon dont les différents climats peuvent influencer cela, mais oui.

**M. Alistair MacGregor:** Je viens de consulter le site Web, et le gouvernement du Canada dit qu'il n'y a aucune réduction obligatoire de l'utilisation d'engrais. En fait, il espère une plus grande collaboration avec des groupes comme le vôtre, alors sous quelle forme aimeriez-vous que cette collaboration se fasse? Au final, nous voulons présenter des recommandations au gouvernement.

**M. Brett Halstead:** Je suppose qu'il s'agit de faire de la sensibilisation. Nous avons déjà eu certaines discussions. Nous avons fait partie du groupe de travail des engrais qui a tenu des audiences. Nous avons eu des gens qui y ont participé. Nous continuons de le faire, mais comme vous l'avez dit, les messages sont contradictoires. Au début, nous ne savions pas ce qui se passait, mais maintenant, ce ne sont que des émissions, mais ce n'était pas le premier message que beaucoup de gens ont entendu, ou du moins la version qui a été diffusée.

**M. Alistair MacGregor:** Je suis d'accord avec vous. Il y a eu des messages contradictoires. J'en suis conscient.

Ce qui m'a également frappé, c'est ce que vous avez dit dans votre déclaration liminaire au sujet du partenariat que vous avez établi avec AAC concernant différents programmes de sélection de variétés de blé. D'autres témoins nous ont parlé de la façon d'accroître le rendement grâce à des variétés différentes et de la façon dont ces variétés peuvent mieux résister aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le thème de la sécurité alimentaire et sur la façon dont cela aide vos agriculteurs à atteindre leurs objectifs et à relever les défis de ce siècle?

**M. Brett Halstead:** Nous avons un peu plus d'information dans notre note d'information. Nous travaillons toujours sur les facteurs de stress environnementaux, la résistance à la sécheresse, etc. Nous sommes toujours à la recherche de façons nouvelles et différentes de faire de la sélection. Je ne suis pas éleveur, mais nous finançons les éleveurs et nous leur donnons un plan stratégique qui comprend les choses que nous voulons accomplir en tant qu'industrie.

**M. Alistair MacGregor:** Merci.

Je vais céder le reste de mon temps au président.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, et joyeux Noël à moi. Je vous en remercie. Je vais peut-être l'utiliser à la fin.

Nous allons maintenant passer aux conservateurs et à M. Lehoux pour cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

**M. Richard Lehoux:** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous cet après-midi.

Ma première question s'adresse à Mme Citeau.

Vous avez dit que nous devrions développer davantage nos exportations. Pourtant, même avant la pandémie, des barrières non tarifaires étaient déjà mises en place assez régulièrement par différents pays. Or, nous contrôlons peu ou pas ces mesures.

Quel est votre point de vue là-dessus? Comment interprétez-vous ces barrières non tarifaires de plus en plus fréquentes?

**Mme Claire Citeau:** Elles sont effectivement de plus en plus fréquentes, malheureusement.

Si l'on considère les 20 dernières années, qui constituent une période assez importante de libéralisation des échanges, en particulier en raison des accords de libre-échange, on constate que le commerce agroalimentaire a triplé. Les tarifs ont donc été réduits, mais on a également vu tripler le nombre de barrières non tarifaires et de mesures ayant des effets sur le commerce. Grâce à des enquêtes qui ont été menées et publiées à Genève, on estime que ces barrières non tarifaires ont un coût qui varie de 20 à 40 %. C'est l'équivalent d'un tarif à ajouter au coût de nos exportations.

**M. Richard Lehoux:** Vous avez également dit qu'il nous fallait être beaucoup plus vigilants et très précis lors de la négociation de nos nouvelles ententes ou lors du renouvellement de nos ententes existantes.

Selon vous, serait-il important que des producteurs et des transformateurs soient présents à la table de négociations? En effet, on arrive souvent à la dernière minute, et les secteurs de la production et de la transformation sont exclus des négociations visant à finaliser l'entente. Selon vous, devrait-on aller un peu plus loin?

**Mme Claire Citeau:** Je peux seulement parler au nom des membres que nous représentons, soit tout le secteur agroalimentaire, à l'exception du secteur de l'horticulture et des secteurs assujettis à la gestion de l'offre.

Nous avons des liens très étroits avec les négociateurs, avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, avec Affaires mondiales Canada et avec les acteurs du marché. Nous ne sommes jamais à la table de négociations, évidemment, mais nous sommes impliqués et nous fournissons la perspective des marchés, ce que les négociateurs n'ont pas.

• (1835)

**M. Richard Lehoux:** En effet, l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire a un impact, mais on ne semble pas en tenir compte jusqu'à la phase finale des négociations.

Merci, madame Citeau.

Je cède maintenant le reste de mon temps de parole à mon collègue M. Shields.

[Traduction]

**M. Martin Shields (Bow River, PCC):** Merci.

J'ai deux ou trois questions pour M. Halstead et Mme Citeau.

C'est la même question, dans le sens où l'on parle d'harmonisation et de normes.

Notre plus grand partenaire commercial est les États-Unis, et cela ne changera pas. Si nous avons une taxe sur le carbone de 170 \$ et qu'ils n'en ont pas, comment pensez-vous que ce manque d'harmonisation vous touchera et touchera le commerce?

**Mme Claire Citeau:** Je vais laisser cette question à nos membres. C'est quelque chose qu'ils examinent individuellement. Cela ne les touche pas tous également, donc ce n'est pas encore une question pour l'ACCAA.

Cependant, je serai heureuse de revenir sur la question, si certains veulent faire des commentaires.

**M. Martin Shields:** Très bien.

Monsieur Halstead, en ce qui vous concerne vous, en tant que producteur, en ce qui touche l'effet d'entraînement de cette taxe, pensez-vous que vous serez aussi concurrentiel que le principal partenaire commercial du Sud?

**M. Brett Halstead:** L'Agricultural Producers Association of Saskatchewan, avec laquelle nous collaborons dans le cadre de certaines de ces initiatives, estime que l'augmentation du coût de certains de nos intrants pourrait être jusqu'à sept fois plus élevée qu'avant l'instauration de la taxe sur le carbone. C'est important. Nous ne pouvons pas survivre à long terme à cause des prix élevés des produits de base, qui nuisent aussi aux consommateurs.

Nous devons être concurrentiels à l'échelle mondiale. Pour ce faire, nous devons également être rentables. C'est ainsi que nous pouvons être durables.

**M. Martin Shields:** Merci.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci beaucoup, monsieur Shields.

Nous allons maintenant passer à M. Turnbull, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

**M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici aujourd'hui. Mes questions se concentreront sur Mme Nikkel.

Nous sommes très heureux que vous soyez ici. J'ai toujours admiré le travail de Deuxième Récolte. Depuis un certain nombre d'années, je connais le travail que vous faites. Je vous remercie, ainsi que l'équipe de direction de votre organisme et tous les bénévoles et les gens qui composent votre organisme.

Vous êtes un organisme de bienfaisance, n'est-ce pas?

**M. Lori Nikkel:** C'est exact.

**M. Ryan Turnbull:** Vous réglez le problème du gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne de valeur de notre système alimentaire. Vous détournez ces déchets pour nourrir les gens qui ont faim, tout en détournant les déchets organiques et en réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre, n'est-ce pas?

**Mme Lori Nikkel:** C'est exact.

**M. Ryan Turnbull:** Très bien.

Vous considérez-vous comme une innovation sociale?

**Mme Lori Nikkel:** Oui.

**M. Ryan Turnbull:** Moi aussi.

Combien de revenus générez-vous, et d'où proviennent vos revenus pour maintenir vos opérations?

**Mme Lori Nikkel:** Nos revenus sont générés, comme ceux de la plupart des organismes de bienfaisance, par une diversité de fonds, dont des fondations, des entreprises et des particuliers. Nous recevons une bonne quantité d'argent du Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire que nous répartissons dans tout le pays. Nous faisons un peu d'entreprise sociale, en faisant payer les gens pour certaines formations et ce genre de choses.

**M. Ryan Turnbull:** Super.

Y a-t-il des possibilités pour vous de générer plus de revenus désignés par l'entremise de sources de revenus gagnés?

**Mme Lori Nikkel:** Oui, absolument. Je pense qu'il y a une possibilité dans le secteur caritatif.

Nous le savons qu'il y a beaucoup d'aliments excédentaires. Cette année seulement, la valeur de nos aliments était de 180 millions de dollars, et nos revenus ont été d'environ 35 millions de dollars pour transporter tous ces aliments, parce que tout est gratuit.

Il y a un réseau de 61 000 organismes de bienfaisance dont les gens ne tiennent pas compte. Nous entendons parler des banques alimentaires, qui sont très importantes et que nous soutenons, mais il n'y en a que 4 500. Il y a tout un réseau invisible qui a besoin de cette nourriture, des espaces comme les centres de santé mentale, les centres pour personnes âgées ou les écoles. Nous pensons vraiment qu'il est essentiel de leur apporter cette nourriture. C'est sain. Si nous ne leur fournissons pas d'aliments sains, nous obtenons de très mauvais résultats en matière d'éducation — la recherche le prouve — et de santé.

Nous pensons que nous pouvons obtenir une partie des surplus alimentaires à un coût très réduit, ce que nous avons fait avec le Programme de récupération d'aliments excédentaires. Il y a des organismes de bienfaisance qui les achètent. Nous dépensons des millions de dollars en nourriture, en plus de distribuer de la nourriture gratuite.

• (1840)

**M. Ryan Turnbull:** Exact. Vous pourriez essentiellement leur fournir des aliments sains et abordables à un coût inférieur à celui qu'ils auraient obtenu sur le marché.

**Mme Lori Nikkel:** Exactement.

**M. Ryan Turnbull:** D'accord. C'est très bien.

Deuxième Récolte pourrait-il augmenter ses opérations de manière importante pour servir davantage de communautés? De quoi auriez-vous besoin pour le faire?

**Mme Lori Nikkel:** Absolument. Il s'agit toujours de financement. C'est la réalité de la vie. Vous avez juste besoin de plus de financement.

Notre plus grand défi est le transport. La nourriture est là. Les dernières recherches que nous avons effectuées ont montré que seulement 4 % des entreprises qui ont un surplus alimentaire le donnaient. C'est une excellente occasion — ce n'est pas négatif — et le transport de ces aliments d'un bout à l'autre du pays, et aussi loin au nord que possible, coûte très cher lorsque nous avons déjà des problèmes de chaîne d'approvisionnement.

Ce serait donc pour le transport, en grande partie.

**M. Ryan Turnbull:** N'est-il pas vrai qu'il y a environ 30 % de gaspillage dans notre système alimentaire aujourd'hui? Est-ce exact?

**Mme Lori Nikkel:** Il y a 58 % de gaspillage.

**M. Ryan Turnbull:** Il y a une quantité importante de nourriture qui est gaspillée qui pourrait servir à nourrir les gens.

**Mme Lori Nikkel:** Absolument.

**M. Ryan Turnbull:** D'accord.

L'accès au capital pour accroître vos opérations est-il l'un des aspects clés dont vous avez besoin? Est-ce vraiment l'accès au capital?

**Mme Lori Nikkel:** C'est l'accès au capital. Nous avons mis en place la logistique. Encore une fois, nous avons travaillé avec les 61 000 organismes de bienfaisance. Nous avons un modèle de réseau en étoile, parce que nous ne voulons pas accumuler d'énormes capitaux à l'échelle du pays. S'il existe, travaillons tous ensemble. Mais nous avons aussi une application qui relie tout cela. La technologie a un coût, qui augmente avec le nombre de personnes qui l'utilisent.

**M. Ryan Turnbull:** En ce qui concerne les étapes de la chaîne de valeur, y a-t-il d'autres secteurs que vous pourriez cibler pour ce qui est de réaliser des gains d'efficacité supplémentaires et de prévenir le gaspillage alimentaire?

**Mme Lori Nikkel:** Absolument. C'est dans le secteur manufacturier. Encore une fois, nous croyons à la prévention d'abord. Mais si vous ne pouvez pas l'empêcher, alors détournez-le pour nourrir les gens. Il y a d'excellentes organisations qui effectuent des vérifications chez les transformateurs, les fabricants et les fermes agricoles pour leur donner l'avantage économique de trouver les secteurs où ils gaspillent la nourriture. En réalité, certaines de ces mesures sont les plus simples qu'ils puissent prendre. Le total qu'ils économisent au bout du compte est d'environ 250 000 \$ par année pour ces petites usines.

**M. Ryan Turnbull:** En ce qui concerne le problème global de l'insécurité alimentaire au Canada, quel pourcentage de ces cinq millions de personnes ou plus Deuxième Récolte pourrait-il soutenir?

**Mme Lori Nikkel:** Nous pourrions tous les appuyer. L'an dernier, nous avons aidé 4,3 millions de personnes. Si nous avons la nourriture, nous pouvons l'envoyer à tous ceux qui en ont besoin.

Ce qui est essentiel, c'est que les gens vont partout pour se nourrir, et nous le comprenons. C'est une autre étude que nous avons faite sur le réseau des aliments invisibles au Canada. Nous savons où ils se trouvent. Nous savons où se trouvent les aliments. Il s'agit simplement de relier ces points. C'est vraiment une solution sensée.

**M. Ryan Turnbull:** Merci, madame Nikkel.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Monsieur Turnbull, vous avez abusé de ces 54 secondes supplémentaires.

**Des voix:** Ha, ha!

**M. Ryan Turnbull:** Je suis désolé.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Ce n'est pas grave. C'était un bon témoignage.

**M. Ryan Turnbull:** Je profitais de la charité de M. MacGregor.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Je vais faire de même maintenant, si vous me le permettez.

Madame Nikkel, j'aime votre commentaire selon lequel cela ne signifie pas « mauvais après ». Je me souviens certainement qu'enfant, j'enlevais la moisissure du fromage et du pain et je continuais de les manger. Mes enfants ne le font plus.

Vous avez parlé du transport. Nous l'avons beaucoup entendu dire de la part de nombreux autres témoins. Quels sont vos obstacles au transport? Est-ce le coût? La main-d'œuvre? Vous pourriez peut-être nous en dire plus à ce sujet.

**Mme Lori Nikkel:** C'est le coût. C'est le coût du transport, vraiment, et le simple fait d'y avoir accès. Nous travaillons avec le réseau ferroviaire, le transport maritime, les avions et les camions. C'est le coût. Nous nous concertons toujours pour trouver une solution, mais avec les denrées périssables, il ne reste pas beaucoup de vie. Elles ne restent pas très longtemps dans un entrepôt. C'est un roulement très rapide.

**Le vice-président (M. John Barlow):** La taxe sur le carbone imposée au transport pourrait avoir une incidence sur votre capacité, alors...

**Des voix:** Ha, ha!

**Le vice-président (M. John Barlow):** Je suis désolé, monsieur Turnbull. Je devais le faire.

J'ai aussi une question pour M. Halstead.

Vous avez mentionné la désinformation qui circule au sujet des réductions d'émissions d'engrais. Quelle différence cela aurait-il fait pour votre industrie, en tant que producteurs agricoles, si le gouvernement avait eu ces discussions et ces consultations avec vous avant d'annoncer la politique? Aurait-il mieux compris que votre utilisation des engrais est 70 % plus efficace que celle d'autres pays, par exemple?

**M. Brett Halstead:** Nous essayons d'être efficaces tout le temps, et c'est aussi à cause du coût. Ce n'est pas parce qu'il y a une consultation que nous ne cesserions pas d'essayer d'être efficaces. Les engrais coûtent cher, mais ils sont indispensables à la croissance de nos cultures. Comme cela a été dit dans les exposés précédents, c'est le carburant de nos cultures. Nous le convertissons. Nos plantes utilisent le carbone et le séquestrent dans le sol.

Il faut simplement que l'on reconnaisse davantage ce que les producteurs font déjà. Nous allons continuer d'essayer de mieux faire les choses. Il y a de nouvelles technologies qui commencent à être utilisées, dans la cartographie et les taux variables, qui nous aideront à être un peu plus efficaces, mais il y a des limites à ce que l'on peut faire. Si vos coûts augmentent, cela touche également votre durabilité. Si je suis rentable, je peux m'efforcer d'être plus durable. Si je ne suis pas rentable, il est difficile de travailler à être durable.

• (1845)

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci, monsieur Halstead.

**M. Brett Halstead:** C'est une question de survie. Je suis désolé.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Merci à tous de votre témoignage aujourd'hui, y compris à Mme Citeau. En ce qui concerne l'importance des exportations canadiennes au chapitre de la sécurité alimentaire mondiale, il est évident qu'elles jouent également un rôle essentiel. Merci beaucoup de votre témoignage.

À mes collègues, merci beaucoup.

Je vais maintenant accueillir une motion d'ajournement.

**M. Alistair MacGregor:** J'en fais la proposition.

**Le vice-président (M. John Barlow):** Monsieur MacGregor, merci.

La séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>